

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1110

29 avril 2015

SOMMAIRE

3A Alternative Funds	53241	MSEOF Pascal Lux S.à r.l.	53244
3L Led Lights Luxembourg S.A.	53245	MSEOF Stempelfabrik S.à r.l.	53244
3L Led Lights Luxembourg S.A.	53248	MSEOF Trianon S.à r.l.	53244
Alfaro Real Estate S.à r.l.	53240	OCH AT Holding	53249
Avion S.A.	53267	OCH AT Holding	53262
Banyal Aragorn Investments S.A.	53245	Ossiam Lux	53242
Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF	53236	P 2 S.A.	53234
Carbon Investment S.à r.l.	53237	Paper S.A.	53236
Carter S.à r.l.	53267	Parc Merveilleux	53240
Chamly International S.A.	53238	Pegase S.A.	53235
Cherry Blossom S.A.	53240	Peinture Baranowsky S.à r.l.	53245
Comfintex S.A.	53239	Picmed S.A.	53239
Covance Neon Luxembourg S.à r.l.	53237	PRI S.A.	53239
Dexamenos Développement S.A.- SPF ...	53235	Prospector Finance II S.A.	53236
DWS Institutional	53238	Reckitt Benckiser Investments (N°7), S.à r.l.	53239
EURO DIRECT MARKETING S.à r.l.	53243	Rom2 S.A.	53238
Eurolux Fermetures SA	53242	Rontal S.à r.l.	53234
Groupe Keco S.à r.l.	53242	Rosenkavalier I S.à r.l.	53237
Hod Group S.A.	53280	Selmira S.A.	53234
Luxallim S.A.	53235	Société Générale Luxembourgeoise d'in- génierie et de développement	53268
Mezzanine Finance S.A.	53280	Solidal Topco S.A.	53268
MSEOF Bayerstrasse S.à r.l.	53243	Sorephar S.A.	53234
MSEOF Luxury S.à r.l.	53243	Venusia Real Estate Investment S.A.	53237
MSEOF Montparnasse Lux S.à r.l.	53244		

Rontal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 182.702.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2015.

Référence de publication: 2015041920/10.

(150048035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

P 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 143.424.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 17. März 2015.

Für die P2 S.A.

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Alain Nati / Katrin Nickels

Référence de publication: 2015043661/13.

(150050361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2015.

Selmira S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 135.170.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme SELMIRA S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi, 15 mai 2015 à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2014.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015062677/750/15.

Sorephar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 44.399.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 15 mai 2015 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2014
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015062678/788/16.

Luxallim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 136.047.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme LUXALLIM S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi, 15 mai 2015 à 14.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2013.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015062674/750/15.

Dexamenos Développement S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 51.914.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 20 mai 2015 à 09.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2014,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015062670/833/17.

Pegase S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 42.741.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 19 mai 2015 à 10.00 heures au siège social 44, avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Ratification de la nomination, par le Conseil d'Administration du 8 décembre 2014, de M. Alain RENARD Administrateur,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes,
- Rappel des pouvoirs du Conseil d'Administration.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015062676/755/22.

Paper S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 124.494.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement n°264/15 rendu en date du 26 février 2015, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes, pour absence d'actif, les opérations de liquidation de la société anonyme PAPER S.A. avec siège L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie, siège dénoncé le 16 janvier 2012.

Pour extrait conforme
Maître Admir PUCURICA
Avocat / Le Liquidateur

Référence de publication: 2015041876/14.

(150047566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Prospector Finance II S.A., Société Anonyme.

Capital social: USD 60.002,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 186.505.

—
Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 30 janvier 2015

1. Monsieur Eduardo Vargas a démissionné de son mandat d'administrateur de catégorie A.
2. Madame Katrin Hoehn, administrateur de sociétés, née le 11 août 1982 à Hildburghausen (Suisse), demeurant professionnellement à Lindenstrasse 14, CH-6340 Baar (Suisse), a été nommée comme d'administrateur de catégorie A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 13 mars 2015.
Pour extrait sincère et conforme
Pour Prospector Finance II S.A.
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015041872/17.

(150047454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 132.403.

—
The board of directors is pleased to convene the shareholders of BOURNE PARK CAPITAL (LUX) S.A., SICAV-SIF to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the SICAV-SIF on 19 May 2015 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the board of directors and of the approved statutory auditor
2. Approval of the financial statements as at 31 December 2014
3. Allocation of results
4. Discharge to the directors
5. Renewal of the mandate of the approved statutory auditor
6. Statutory elections
7. Remuneration of the directors

The shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken by simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV-SIF. Shareholders, who wish to attend the annual general meeting, are requested to inform the Board of Directors (Fax nr: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bd.l.lu) at least five calendar days prior to the annual general meeting.

Référence de publication: 2015062668/755/23.

Covance Neon Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.-F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 195.012.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 312 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015042198/9.

(150048656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2015.

Carbon Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 185.943.

Les comptes annuels au 30/06/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015042772/9.

(150049659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Rosenkavalier I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 138.392.

Die Bilanz zum 29. Februar 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 17. März 2015.

Für die Rosenkavalier I S.à r.l.

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Alain Nati / Katrin Nickels

Référence de publication: 2015043690/13.

(150050358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2015.

VRE, Venusia Real Estate Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 96.585.

Le Conseil d'Administration rappelle aux actionnaires que les droits afférents aux actions au porteur ne peuvent être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès du dépositaire conformément à l'article 42 de LCSC. En outre, le Conseil d'Administration rappelle également aux actionnaires que les actions au porteur doivent être déposées pour le 18 février 2016 au plus tard sous peine de sanction.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social en date du *18 mai 2015* à 10 heures avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 et du compte des résultats.
2. Discussion du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2014.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Décision conformément à l'article 100 des L.C.S.C., le cas échéant.
6. Modification au sein du Conseil d'Administration.
7. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015062679/1004/23.

Chamly International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 62.755.

Il résulte des actes de la Société que:

HRT Révision S.A. a présenté sa démission de sa fonction de commissaire aux comptes de la société CHAMLY INTERNATIONAL SA. en date du 16 Février 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015042809/13.

(150048937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Rom2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 109.771.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10.03.2015.

Pour: Rom2 S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015039358/14.

(150044536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

DWS Institutional, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 38.660.

Die Aktionäre der SICAV DWS Institutional werden hiermit zur

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 19. Mai 2015 um 10:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Namensänderung der Gesellschaft in "Deutsche Institutional" und damit verbunden Änderung des Artikel 1 der Satzung, vorbehaltlich der Genehmigung durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde
2. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der außerordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens 13. Mai 2015 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Aktien bis zur Beendigung dieser Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die Punkte der Tagesordnung der außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50% der ausgegebenen Aktien sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien. Im Falle, in dem anlässlich der außerordentlichen Generalversammlung das o.g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts einberufen, um über die auf der o.a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Aktionäre können die vorläufige aktualisierte Satzung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Luxembourg, April / Mai 2015

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2015062671/755/27.

PRI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 111-115, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 156.805.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 16 mars 2015.

Référence de publication: 2015041902/10.

(150047922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Picmed S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 146.614.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2015.

Référence de publication: 2015041891/10.

(150047884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Reckitt Benckiser Investments (N°7), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 152.178.

Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 21 juillet 2014, il convient de modifier l'adresse de l'associé Reckitt Benckiser Investments (No 1) SARL

La nouvelle adresse de cet associé est, avec effet au 10 juillet 2014:

1 rue de la Poudrerie à L-3364 Leudelange.

Luxembourg, le 16 mars 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015041925/14.

(150047956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Comfintex S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 21.707.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 20 mai 2015 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012, 31 décembre 2013 et 31 décembre 2014 et affectation des résultats,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015062669/755/20.

Cherry Blossom S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 124.524.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement n°261/15 rendu en date du 26 février 2015, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes, pour insuffisance d'actif, les opérations de liquidation de la société anonyme CHERRY BLOSSOM S.A. avec siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, siège dénoncé le 1^{er} avril 2009.

Pour extrait conforme
Maître Admir PUCURICA
Avocat / Le Liquidateur

Référence de publication: 2015041463/14.

(150047569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Alfaro Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 6.127.500,00.**

Siège social: L-1643 Luxembourg, 8, rue de la Grève.

R.C.S. Luxembourg B 184.170.

Le gérant de la Société déclare ce qui suit:

(A) En référence au contrat d'achat des actions signé entre BLINDINGQUEEN INVESTMENTS LIMITED et ALDRICH INVESTMENTS LIMITED le 26 Février 2015, ALDRICH INVESTMENTS LIMITED reste le seul associé détenant au total 245100 parts sociales ordinaires de la Société.

Fait à Luxembourg, le 13 Mars 2015.

Diyar YAKUBOY
Gérant

Référence de publication: 2015041342/15.

(150047517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Parc Merveilleux, Société Anonyme.

Siège social: L-3260 Bettembourg, route de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 6.833.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi, 15 mai 2015 à 15.00 heures au restaurant du Parc Merveilleux, route de Mondorf à Bettembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et rapport du réviseur d'entreprises portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux administrateurs et au réviseur d'entreprises
5. Nominations statutaires
6. Divers

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, la Parc Merveilleux SA a nommé la Banque Internationale à Luxembourg comme banque dépositaire.

Les actionnaires au porteur sont invités à déposer leurs titres auprès de la Banque Internationale à Luxembourg. Le droit de vote attaché aux actions au porteur non immobilisés est suspendu jusqu'au dépôt des titres.

Pour pouvoir participer au vote les actionnaires devront faire établir un certificat par la Banque dépositaire établissant leur qualité d'actionnaire.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015060968/25.

3A Alternative Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 88.843.

NOTICE OF MEETING OF ANNUAL AND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS

Notice is hereby given to the Shareholders of 3A ALTERNATIVE FUNDS (the "Company") that the

ANNUAL GENERAL MEETING

(the "Annual Meeting") which will be held at its registered office set above at 2.00 p.m. on Monday 18 May 2015, or at any adjournment thereof, to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the Report of the Alternative Investment Fund Manager for the accounting year ended 31 December 2014
2. Presentation of the Report of the Auditors for the accounting year ended 31 December 2014
3. Approval of the Audited Annual Report for the accounting year ended 31 December 2014
4. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the accounting year ended 31 December 2014
5. Election of Monsieur Alexandre Pierron as Director, to serve as such until the Annual General Meeting to approve the Audited Annual Report for the accounting year ending on 31 December 2015
6. Re-election of Messrs Massimo Paolo Gentili, Xavier Guillon, Jean Keller and Jérôme Wigny as Directors, to serve as such until the Annual General Meeting to approve the Audited Annual Report for the accounting year ending on 31 December 2015
7. Re-election of PricewaterhouseCoopers, Société coopérative as Auditor of the Company until the Annual General Meeting to approve the Audited Annual Report for the accounting year ending on 31 December 2015
8. Allocation of the results for the accounting year ended 31 December 2014
9. Approval of Directors' fees
10. Consideration of such other business as may properly come before the meeting

Notice is also hereby given to the Shareholders of the Company that the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

(the "Extraordinary Meeting") which will follow the Annual Meeting on 18 May 2015, or any adjournment thereof, at 3.45 p.m. to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Amendment of the name of the Company from "3A ALTERNATIVE FUNDS" into "OYSTER ALTERNATIVE"
2. General restatement of the articles of Incorporation of the Company to (i) bring the Articles in line with the requirements of the 2013 Law, (ii) proceed with a replacement throughout the Articles of the reference to the Luxembourg law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment by the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, and (iii) to proceed with a general update of the Articles in order for them to reflect the currently admitted standards.

Voting

General Meeting: No quorum will be required in relation to the Annual Meeting and the resolutions will be adopted if approved by a majority of the votes cast.

Extraordinary Meeting: A quorum of 50% of the outstanding shares of the Company at the date of the Extraordinary Meeting will be required and the resolutions will be adopted if approved by a two thirds majority of the votes cast.

Voting Arrangements

Shareholders may vote in person or by proxy who need not be another shareholder in the Company. Proxy Cards can be obtained from the registered office of the Company. To be valid, a Proxy Card must be deposited at the registered office of 3A ALTERNATIVE FUNDS at HSBC Bank plc, Luxembourg branch, Attention: Registration Team, 16 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, Fax No: (352) 27025 380 no later than 15 May 2015.

A copy of the Audited Annual Report for the accounting year ended 31 December 2014, the draft prospectus and consolidated Articles, including among others the changes described above are available free of charge at the registered office of the Company.

The Board of Directors.

Eurolux Fermetures SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5495 Wintrange, 36, Brekelter.
R.C.S. Luxembourg B 172.231.

Monsieur Jean GREFF demeurant à 141, rue nationale F- 57 600 Forbach, fait savoir qu'il démissionne de son mandat de commissaire aux comptes de la société Eurolux Fermetures SA, société inscrite au RC Luxembourg sous le N° B172 231, dont le siège social est au 36 Brekelter L-5495 WINTRANGE avec effet au 01/01/2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 09/03/2015.

Jean GREFF.

Référence de publication: 2015042257/12.

(150048478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2015.

Groupe Keco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-3813 Schifflange, 13-17, rue Basse.
R.C.S. Luxembourg B 175.224.

Il résulte d'une cession de parts sous seing privé du 06 novembre 2014 que Monsieur Antonino ENGLARO, restaurateur, né le 28 février 1970 à Differdange, demeurant à L-3714 Rumelange, rue de la Bruyère, a cédé soixante-seize (76) parts sociales des cent (100) parts lui appartenant, à Monsieur Manu ENGLARO, cuisinier, né le 04 septembre 1992 à Luxembourg, demeurant à L-6315 Beaufort, 6, rue de la Libération,

Après cette cession de parts Monsieur Antonino ENGLARO détient vingt quatre (24) parts sociales.

Monsieur Manu ENGLARO détient soixante seize (76) parts sociales.

Total: Cent (100) parts sociales

Schifflange, le 06 novembre 2014.

Référence de publication: 2015041624/15.

(150047207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

Ossiam Lux, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 160.071.

The shareholders of Ossiam Lux, (hereinafter the "Company") are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company (the "Annual General Meeting") which will take place at the office of State Street Bank Luxembourg in Luxembourg, 49 avenue J.F. Kennedy, L-1855 on *MAY 15, 2015 AT 2.00 P.M.(LUXEMBOURG TIME)* for the purpose of considering and voting upon the following agenda (the "Agenda"):

Agenda:

1. To hear the management report by the board of directors of the Company (the "Board of Directors") for the year ended December 31, 2014.
2. To hear the report by the approved statutory auditor of the Company in respect of the financial statements of the Company for the year ended December 31, 2014.
3. To approve the financial statements (annual accounts: balance sheet, statement of profit and loss and annexes) of the Company for the year ended December 31, 2014.
4. To Allocate the results for the fiscal year ended December 31, 2014.
5. To give discharge to be granted to the members of the Board of Directors (the "Directors") and the Company's auditor for the fiscal year ended December 31, 2014.
6. Statutory elections:
 - a. Re-election of Mr. Bruno Poulin, Mr. Fabrice Chemouny, Mr. Antoine Moreau, Mr. Jason Trepanier, as Directors until the next Annual General Meeting to be held in 2016.
 - b. Re-election of PriceWaterhouseCoopers Société Coopérative as independent auditors of the Company until the next Annual General Meeting to be held in 2016.
7. Any other business which may be properly brought before the meeting.

Shareholders are advised that no quorum is required for the adoption of resolutions by the Annual General Meeting and that resolutions will be passed by a majority of the votes validly cast of the shareholders present or represented at the Annual General Meeting. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a black or invalid vote.

The majority at the Annual General Meeting will be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the Annual General Meeting (i.e. May 10, 2015) (the "Record Date"). The rights of a shareholder to attend the Annual General Meeting and to exercise a voting right attaching to his/her/its shares are determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date.

If you are holding shares in the Company through a financial intermediary or clearing agent, it should be noted that:

- the proxy form must be returned to the financial intermediary or clearing agent in good time for onward transmission to the Company by May 11, 2015;

- if the financial intermediary or clearing agent holds the shares in the Company in its own name and on your behalf, it may not be possible for you to exercise certain rights directly in relation to the Company.

Copies of the annual accounts, the reports of the approved statutory auditor and the management report are available free of charge during normal office hours at the registered office of the Company in Luxembourg. Upon request (fax: (+352) 46.40.10-413), the aforementioned documents will be sent to shareholders.

If you cannot be personally present at the meeting, you may vote by completing and sending by post either the postal voting form or the proxy at the following address: State Street Bank Luxembourg in Luxembourg, 49 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, to the attention of the Domiciliary Department or send it by fax to (+352) 46.40.10-413 no later than two (2) business days before the meeting. The documents can be requested free of charge at the registered office of the company in Luxembourg.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015062675/755/49.

EURO DIRECT MARKETING S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8821 Rambrouch, Zoning Industriel de Reisenhaff.

R.C.S. Luxembourg B 101.708.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015043481/9.

(150050248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2015.

MSEOF Luxury S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.492.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 129.210.

Il résulte de sa lettre de démission en date du 2 avril 2015 que Monsieur Ian McMahon a démissionné en tant que gérant de la Société avec effet en date du 2 avril 2015.

Dorénavant, Monsieur Stefan Koch est le gérant unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2015.

Référence de publication: 2015060717/13.

(150069876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2015.

MSEOF Bayerstrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.161.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 112.897.

Il résulte de sa lettre de démission en date du 2 avril 2015 que Monsieur Ian McMahon a démissionné en tant que gérant de la Société avec effet en date du 2 avril 2015.

Dorénavant, Monsieur Stefan Koch est le gérant unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2015.

Référence de publication: 2015060716/13.

(150069875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2015.

MSEOF Pascal Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 108.947.

Il résulte de sa lettre de démission en date du 2 avril 2015 que Monsieur Ian McMahon a démissionné en tant que gérant de la Société avec effet en date du 2 avril 2015.

Dorénavant, Monsieur Stefan Koch est le gérant unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 avril 2015.

Référence de publication: 2015060718/13.

(150069874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2015.

MSEOF Trianon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.711.300,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 126.206.

Il résulte de sa lettre de démission en date du 2 avril 2015 que Monsieur Ian McMahon a démissionné en tant que gérant de la Société avec effet en date du 2 avril 2015.

Dorénavant, Monsieur Stefan Koch est le gérant unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 avril 2015.

Référence de publication: 2015060720/13.

(150069879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2015.

MSEOF Stempelfabrik S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 3.707.425,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 125.214.

Il résulte de sa lettre de démission en date du 2 avril 2015 que Monsieur Ian McMahon a démissionné en tant que gérant de la Société avec effet en date du 2 avril 2015.

Dorénavant, Monsieur Stefan Koch est le gérant unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 avril 2015.

Référence de publication: 2015060719/12.

(150069877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2015.

MSEOF Montparnasse Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.243.600,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 121.240.

Il résulte de sa lettre de démission en date du 2 avril 2015 que Monsieur Ian McMahon a démissionné en tant que gérant de la Société avec effet en date du 2 avril 2015.

Dorénavant, Monsieur Stefan Koch est le gérant unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 avril 2015.

Référence de publication: 2015061368/13.

(150069960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2015.

Peinture Baranowsky S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 52, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 117.800.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015043126/9.
(150049628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Banyal Aragorn Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 102.341.

Par la présente, nous vous informons de notre décision de démissionner en tant que délégué à la gestion journalière de votre société avec effet ce jour.

Luxembourg, le 12 février 2015.
BPH FINANCE S.A.

Référence de publication: 2015041411/11.
(150048046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

3L Led Lights Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4931 Pontpierre, 81, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 195.345.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den zwölften Tag des Monats Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Danielle KOLBACH, mit dem Amtssitz in Redange-sur-Attert (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

EUROTEAM S.A., SPF mit Sitz in 33, Allée Scheffer L-2520 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 167.678,

hier vertreten durch Frau Virginie PIERRU, Notarschreiberin, berufsansäßig in L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, auf Grund zweier Vollmachten privatschriftlicher.

Welche Vollmachten nach gehöriger „ne varietur“ Paraphierung durch die Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, und dem amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beiliegen bleibt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparenten, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht, die Satzung einer zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

Titel I. - Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Unter der Bezeichnung "3L LED LIGHTS LUXEMBOURG S.A." wird hiermit eine Aktiengesellschaft gegründet.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Mondernange.

Er darf durch Verwaltungsratsbeschluss an jeden anderen Ort innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer oder wirtschaftlicher Natur eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Dieser Beschluss soll jedoch die luxemburgische Staatsangehörigkeit nicht beeinflussen. Die Sitzverlegung soll Drittpersonen durch das Organ der Gesellschaft mitgeteilt werden, welches unter den gegebenen Umständen hierzu am besten befähigt ist.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist die Entwicklung, die Produktion, der Einkauf und der Vertrieb von Produkten, die im Zusammenhang mit erneuerbaren Energien stehen. Insbesondere ist der Schwerpunkt der Gesellschaft die Entwicklung, und der Vertrieb von Leuchten und Leuchtmittel auf Grundlage modernster Hochleistungs-LED-Technik. Das Grundkonzept beinhaltet des Weiteren die Beratung, die Lichtplanung, die Wirtschaftlichkeitsberechnung, sowie die Projektierung der Leuchten.

Die Gesellschaft ist zu allen Geschäften und Maßnahmen berechtigt, die zur Erreichung des vorgenannten Gesellschaftszwecks, zur Errichtung von Zweigniederlassungen sowie zur Beteiligung an anderen Unternehmen, notwendig oder nützlich erscheinen.

Titel II. - Kapital, Aktien

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt zweiunddreißigtausend Euro (32.000,- EUR), eingeteilt in dreihundert zwanzig (320) Aktien mit einem Nennwert von jeweils hundert Euro (100,- EUR).

Anstatt von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Die Aktien sind alle Namens Aktien.

Die Gesellschaft darf im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Das Gesellschaftskapital darf den gesetzlichen Bedingungen entsprechend erhöht oder reduziert werden.

Sofern und solange ein Gesellschafter alleiniger Inhaber aller Aktien ist, gilt die Gesellschaft als Einmannaktiengesellschaft im Sinne des Gesetzes vom 25. August 2006 über die Einmannaktiengesellschaft („société anonyme unipersonnelle“). Zählt die Gesellschaft nur eine Person, so wird diese als „Alleingesellschafter“ bezeichnet. Die Gesellschaft kann einen Alleingesellschafter bei ihrer Gründung oder als Folge der Vereinigung sämtlicher Aktien in einer Hand haben. Das Ableben oder die Auflösung des Alleingesellschafters bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

Titel III. - Verwaltung

Art. 6. Die Gesellschaft wird verwaltet von einem Verwaltungsrat bestehend aus mindestens drei Mitgliedern, Gesellschafter oder nicht, welche für eine Höchstdauer von sechs Jahren von der Generalversammlung der Aktionäre ernannt werden und von ihr wieder abberufen werden können.

Besteht die Gesellschaft jedoch nur aus einem Alleingesellschafter oder wird anlässlich einer Generalversammlung der Aktionäre festgestellt, dass sie nur noch einen Alleingesellschafter zählt, kann die Zusammensetzung des Verwaltungsrats auf ein Mitglied beschränkt werden, welches als Alleinverwalter („administrateur unique“) bezeichnet wird, dies bis zur nächsten auf die Feststellung der Existenz von mehr als einem Gesellschafter folgenden ordentlichen Generalversammlung.

Sie bestimmt die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Amtszeit und ihre Vergütung.

Art. 7. Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden; in dessen Abwesenheit kann der Vorsitz einer Verwaltungsratsitzung einem Verwaltungsratsmitglied übertragen werden.

Auf Antrag des Vorsitzenden kommt der Verwaltungsrat so oft zusammen, wie es das Interesse der Gesellschaft erfordert. Er muss zusammenkommen, wenn zwei Verwaltungsratsmitglieder dies verlangen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist; die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, die schriftlich, telegraphisch oder per elektronische Post erfolgen kann, ist gestattet.

In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Telekopie oder elektronische Post erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der laufenden Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Falls sich der Verwaltungsrat auf einen Alleinverwalter beschränkt, ist dieser Artikel nicht anwendbar.

Art. 8. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Verwaltungs- und Veräußerungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes vorzunehmen. Alles was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, unter den gesetzlichen Bedingungen Vorschüsse auf Dividenden auszuzahlen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird durch die Kollektivunterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Einzelunterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes oder durch die Einzelunterschrift des Alleinverwalters rechtsgültig verpflichtet, unter der Bedingung, dass spezielle Beschlüsse vorliegen über die Unterschriftsberechtigung im Falle der Befugnisübertragung oder Vollmachterteilung durch den Verwaltungsrat im Rahmen des Artikels 10 dieser Satzung.

Art. 10. Der Verwaltungsrat darf seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäftsführung einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, welche delegierte Verwaltungsratsmitglieder genannt werden, übertragen.

Er darf ebenfalls die Führung der Gesellschaft oder einer Einzelabteilung einem oder mehreren Direktoren übertragen und Spezialvollmachten für bestimmte Angelegenheiten einem oder mehreren Bevollmächtigten erteilen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Art. 11. Streitfälle, an denen die Gesellschaft als Kläger oder Beklagter beteiligt ist, werden im Namen der Gesellschaft vom Verwaltungsrat abgewickelt, welcher durch seinen Vorsitzenden oder durch das speziell für diesen Zweck bestimmte Verwaltungsratsmitglied vertreten wird.

Titel IV. - Aufsicht

Art. 12. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche die Generalversammlung der Aktionäre ernennt. Die Generalversammlung bestimmt außerdem ihre Zahl und ihre Vergütung sowie ihre Amtszeit, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Titel V. - Generalversammlung

Art. 13. Die jährliche Generalversammlung findet rechtens statt am ersten Freitag des Monats Mai um 11.00 Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.

Sofern dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Generalversammlung am ersten darauffolgenden Werktag statt.

Sofern die Gesellschaft einen Alleingesellschafter zählt, übt dieser die der Generalversammlung der Aktionäre zufallenden Befugnisse aus.

Titel VI. - Geschäftsjahr, Gewinnverteilung

Art. 14. Das Geschäftsjahr läuft jeweils vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 15. Der positive Saldo der Gewinn- und Verlustrechnung nach Abzug der allgemeinen Unkosten und der Abschreibungen bildet den Reingewinn der Gesellschaft. Jedes Jahr werden fünf Prozent des Reingewinns vorweggenommen und der gesetzlichen Rücklage zugeführt. Diese Vorwegnahmen und Zuführungen sind nicht mehr zwingend vorgeschrieben, wenn die Rücklage zehn Prozent des Kapitals erreicht hat, müssen jedoch wieder einsetzen bis zu seiner vollständigen Wiederherstellung, wenn der Rücklagefonds zu einem gegebenen Zeitpunkt aus welchem Grund auch immer in Anspruch genommen worden ist.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Titel VII. - Auflösung, Liquidation

Art. 16. Die Gesellschaft kann durch einen Generalversammlungsbeschluss der Aktionäre aufgelöst werden. Ein oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ernannt von der Generalversammlung der Aktionäre, welche ihre Befugnisse und Vergütungen bestimmt, führen die Liquidation durch.

Titel VIII. - Allgemeine Bestimmungen

Art. 17. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschließlich der Änderungsgesetze, finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Übergangsbestimmungen:

- 1.- Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2015.
- 2.- Die erste jährliche Generalversammlung findet im Jahre 2016 statt.

Zeichnung und Einzahlung:

Nach Festlegung der Satzung wie vorstehend erwähnt, erklärt die Alleingesellschafterin, vorgenannt und vertreten wie hiervor erwähnt, die Gesamtheit des Gesellschaftskapitals, das heißt dreihundert zwanzig (320) Aktien mit einem Nennwert von hundert Euro (100,- EUR) pro Aktie, zu zeichnen und voll und ganz einzuzahlen, so daß ab sofort der Gesellschaft ein Kapital von zweiunddreißigtausend Euro (32.000,- EUR) zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr tausend hundert Euro (1.100,-EUR) zu deren Zahlung die Gründer sich persönlich verpflichten.

Beschlüsse der Alleingesellschafterin:

Alsdann hat die eingangs erwähnte Partei, welche das gesamte Aktienkapital vertritt, als Alleingesellschafterin folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-4391 Pontpierre, 81, rue de Luxembourg.
- 2.- Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf vier (4), und die der Kommissare auf einen (1) festgesetzt.

3.- Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- a) Herr Günter SAUSY, Elektrotechnikermeister, wohnhaft in D-66706 Perl-Nenning, Peter-Reuter-Weg, 9;
- b) Dame Claudia SAUSY, geborene Reiter, kaufmännische Angestellte, wohnhaft in D-66706 Perl-Nennig, Peter-Reuter-Weg, 9;
- c) Herr Julian BOHN, Wirtschaftsingenieur, wohnhaft in D-66802 Überherrn, Rudolf-Diesel-Ring, 5; und
- d) Herr Jürgen BOHN, Industriekaufmann, wohnhaft in D-66802 Überherrn, Rudolf-Diesel-Ring, 5.

4.- Herr Günter SAUSY, obenerwähnt, und Herr Julian BOHN, benannt, haben die weitestgehend Befugnisse, um die Gesellschaft rechtmäßig und ohne Einschränkungen durch ihre alleinige Unterschrift zu verpflichten.

5.- Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung "Fiduciaire Comptable Vogel & Monteiro S.à r.l.", mit Sitz in L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 112.699, wird zum Kommissar ernannt.

6.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Generalversammlung welche in 2021 stattfindet.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Redange-sur-Attert am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, namens handelnd wie hiervor erwähnt, dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Signé: V. PIERRU, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 13 février 2015. Relation: DAC/2015/2733. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 16 mars 2015.

Référence de publication: 2015042099/162.

(150047993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

3L Led Lights Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4931 Pontpierre, 81, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 195.345.

RECTIFICATIF

La soussignée Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, (Grand-Duché de Luxembourg), déclare par les présentes que dans l'acte de constitution reçu par son ministère pour compte de la société anonyme "3L LED LIGHTS Luxembourg S.A.", établie et ayant son siège social à L-4931 Pontpierre, 81, rue de Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, en date du 12 février 2015, enregistré à Diekirch Actes Civils, le 13 février 2015, relation: DAC/2015/2733, non encore déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, et par conséquent non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

Il y a lieu de procéder à la rectification suivante suite à une erreur matérielle (orthographique) concernant le numéro d'immatriculation de la société «SOGEP S.A.» (constituée sous la dénomination sociale EUROTEAM S.A., SPF) ayant son siège social au 33, Allée Scheffer L-2520 Luxembourg:

IL Y LIEU DE LIRE:

««EUROTEAM S.A., SPF» mit Sitz in 33, Allée Scheffer L-2520 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 167.378»

AU LIEU DE:

««EUROTEAM S.A., SPF» mit Sitz in 33, Allée Scheffer L-2520 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 167.678»

Le notaire soussigné requiert la mention de cette rectification partout où cela s'avère nécessaire.

Signé: D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 24 février 2015. Relation: DAC/2015/3196. Reçu douze euros. 12,00 €.

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

Pour EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 16 mars 2015.

Référence de publication: 2015042100/30.

(150047993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2015.

OCH AT Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 195.277.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the twentieth day of February.

Before Maître Francis Kessler, notary public residing at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appear:

NJJ Suisse Acquisition S.A.S., a company incorporated under the laws of France, having its registered office at 16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 Paris, France and registered with the French Registry of Commerce and Companies under number 809 639 305 RCS Paris, duly represented by NJJ Capital S.A.S., a company incorporated under the laws of France, having its registered office at 16, rue de la Ville l'Evêque, 75008 Paris, France, and registered with the French Registry of Commerce and Companies under number 520 817 040 RCS Paris, in its capacity as President, itself represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing professionally at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal;

OCH Manco, a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, here duly represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing professionally at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal;

Madrisa S.A., a company incorporated under the laws of Belgium, having its registered office at 424/18 avenue Brugmann, Uccle, 1180 Bruxelles (Belgium), and registered with the Belgian Registry of Commerce and Companies under number 0597.606.112, here duly represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing professionally at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal; and

Petrusse Invest S.A.S., a company incorporated under the laws of France, having its registered office at 52 rue Cardinet, 75017 Paris (France), and registered with the French Registry of Commerce and Companies under number 803 167 576 RCS Paris, here duly represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing professionally at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties in the capacity of which they act have requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a "société anonyme" which such party declares to incorporate.

Name - Purpose - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a "société anonyme", public company limited by shares (the "Company") governed by the articles of association (the "Articles") and by the current Luxembourg laws (the "Law"), in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 2. The Company's name is "OCH AT Holding".

Art. 3. The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises and to acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belong to the same group of companies than the Company any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed.

The Company may borrow in any kind or form whatsoever. It may issue securities, bonds and any other debt instruments and/or receivables and make private or public placements. The Company may lend funds, including funds resulting from borrowings and/or bonds issuances, to its subsidiaries, affiliated companies and any other company which forms part of the same group of companies as the Company. It may also guarantee or grant security interests to third parties in order to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies and any other company which forms part of the same group of companies as the Company. The Company may also pledge, assign, attach security interests on any or all of its assets and create, under any manner whatsoever, security interests on any or all of its assets.

The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of directors.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

The Company may have offices and branches (whether or not within a permanent establishment), both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of directors should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of directors of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or the sole shareholder.

Capital - Shares

Art. 7. The Company's issued share capital is set at CHF 43,000 (forty three thousand Swiss Francs), represented by 1 (one) preference share (the "Preference Share") and 42,999 (forty two thousand nine hundred ninety nine) ordinary shares (the "Ordinary Shares"), with a nominal value of CHF 1 (one Swiss Franc) each (the Preference Share and the Ordinary Shares together referred to as "Shares").

The amount of the issued share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

The authorised share capital of the Company is set at CHF 1,200,000,000 (one billion two hundred thousand Swiss Francs), represented by one Preference Share and 1,199,999,999 (one billion one hundred ninety nine million nine hundred ninety nine thousand nine hundred ninety nine) Ordinary Shares with a nominal value of CHF 1 (one Swiss Franc) each.

The board of directors is authorized, during a period expiring 5 (five) years after the publication of the deed of incorporation of the Company in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, (i) to increase in one or several times the share capital as long as the issued share capital resulting from such increases remains equal or inferior to this threshold of 1,200,000,000 (one billion two hundred thousand Swiss Francs), and (ii) to withdraw or restrict the preferential subscription right of the shareholders.

Such increased amount of capital may be subscribed for and issued against payment in cash or contribution in kind by observing the then applicable legal requirements, following the exercise of the subscription and/or conversion rights granted by the board of directors under the terms of warrants (which may be separate or attached to shares, notes or similar instruments), convertible notes or similar instruments issued from time to time by the Company, by way of allocation of available reserves, profit carried forward or share premium or otherwise, in each case at an issue price determined by the board of directors from time to time.

The board of directors may delegate to any authorized director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for the shares representing part or all of such increased amount of capital.

Upon each increase of the share capital of the Company by the board of directors within the limits of the authorized capital, the first paragraph of article seven of the articles of association shall be amended accordingly and the board of directors shall take or authorize any person to take any necessary steps for the purpose of obtaining execution and publication of such amendment.

Shares to be subscribed for in cash shall be offered on a pre-emptive basis to shareholders in the proportion of the capital represented by their shares.

If several classes of shares have been issued and the shares issued belong to one class only, the shares will be offered to the holders of shares of other classes only after the preemption right has been exercised by the holders of the shares of the class in which the new shares are issued.

Art. 8. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Art. 9. The shares are freely transferable.

The shares shall be in registered form only. A register of shareholders shall be kept by the Company and shall contain, at least, the precise identification of each shareholder, the number of his shares and, if applicable, their transfer and the date of transfer.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 10. The Company shall have power to redeem its own shares under the conditions stated in the Law.

Management - Supervision

Art. 11. The Company will be managed by a board of directors composed of at least four directors, consisting of two class A directors and two class B directors. However, when all the shares of the Company are held by a sole shareholder, the board of directors may be formed with a single director under the conditions stated in the Law. The director(s) need not be shareholders of the Company.

When a legal person is appointed as a member of the board of directors, such legal person shall inform the Company of the name of the individual that it has appointed to serve as its permanent representative in the exercise of its mandate of director of the Company.

The director(s) shall be appointed, and his/their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or of the sole shareholder (as the case may be). The remuneration of the director(s) can be modified by a resolution taken at the same majority conditions. The director(s) are re-eligible.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any director.

In case of vacancy in the office of director by reason of death or resignation of a director or otherwise, the remaining directors may, by way of cooptation, elect another director to fill such vacancy until the next shareholders meeting in accordance with the Law.

The term of the office of the director(s) which shall not exceed six years, is fixed by the general meeting of the shareholders or by the decision of the sole shareholder.

The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's purpose. All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of directors.

In dealing with third parties, the board of directors will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose and provided the terms of these Articles shall have been complied with.

The day-to-day management of the business of the Company and the power to represent the Company with respect thereto may be delegated to one or more directors, officers, managers, and/or agents, who need not be shareholders of the Company. The delegation in favour of a member of the board of directors is subject to the prior authorization of the general meeting of shareholders.

The Company will be bound by the joint signature of one class A director and of one class B director. With respect to matters which relate to the daily management of the business of the Company, the Company will also be bound by the signature of the person to whom the daily management of the business of the Company has been delegated (as the case may be).

The board of directors may from time to time sub-delegate its/his powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or director(s) of the Company.

The board of directors will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 12. The board of directors shall appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall not have a casting vote. The chairman shall preside at all meetings of the board of directors. In case of absence of the chairman, the board of directors shall be chaired by a director present and appointed for that purpose. The board of directors may also appoint a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors or for other matters as may be specified by the board of directors.

The board of directors shall meet when convened by one director.

Notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each director by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram or telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each director.

The meeting will be duly held without prior notice if all the directors are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of directors by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another director as his proxy.

A director may represent more than one director.

Any meeting of the board of directors shall take place in the Grand-Duchy of Luxembourg and shall require at least the presence of half of the directors, including at all time one class A director and one class B director, either present in person or by representative, which shall form a quorum.

According to article 64bis (3) of the Law, the directors may participate in a meeting of the board of directors by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing for their identification.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the directors.

Decisions of the board of directors are taken by the majority of directors participating in the meeting or duly represented thereto, including the favourable vote of one class A director and of one class B director.

The deliberations of the board of directors shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or, if applicable, by his substitute, or by two directors present at the meeting. The proxies will remain attached to the board minutes. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or two directors.

In case of emergency, a resolution in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as a resolution passed at a meeting of the board of directors.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

When the board of directors is composed of a single director, resolutions are taken by the single director at such time and place determined upon its sole discretion and shall be recorded in a written document signed by it.

Art. 13. Any director does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company he is only responsible for the execution of his mandate.

Conflict of interests No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or any officer of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any director of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's interest therein shall be reported to the sole shareholder or to the next general meeting of shareholders.

The Company shall indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is the shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

General meetings of shareholder(s)

Art. 14. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken by a general meeting of the shareholders. One general meeting shall be held annually at the registered office of the Company on the second Tuesday of June. If such a day is a public holiday, the general meeting shall be held the following business day at the same time. Other general meetings of shareholders shall be held in the place, on the day and at the time specified in the notice of the meeting.

Art. 15. General meetings of shareholders or the sole shareholder are convened by the board of directors, failing which by shareholders representing one tenth or more of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent by registered letters to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general

meeting for which the notice shall be sent by registered letter at least 21 (twenty-one) days prior to the date of the meeting.

All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be shareholder.

The directors may attend and speak in general meetings of shareholders.

General meetings of shareholders deliberate at the quorum and majority vote determined by the Law.

Minutes shall be signed by the bureau of the meeting and by the shareholders who request to do so.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Financial year - Balance sheet

Art. 16. The Company's financial year begins on 1 January and closes on 31 December.

Art. 17. Each year, with effect as of 31 December, the board of directors will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the director(s) and statutory auditor(s) towards the Company, if any.

At the same time the board of directors will prepare a profit and loss account which will be transmitted, at least one month before the date of the annual general meeting of shareholders together with a report on the operations of the Company, to the statutory auditors that shall draft a report.

Art. 18. 15 (fifteen) days before the annual general meeting of shareholders, each shareholder may inspect at the head office the balance sheet, the profit and loss account, the report of the statutory auditors and any document in accordance with Article 73 of the Law.

Supervision of the company

Art. 19. The supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), who may not be shareholder(s). Each statutory auditor shall be appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder, which may remove them at any time.

The term of the office of the statutory auditor(s) and his/their remuneration, if any, are fixed by the general meeting of the shareholders or by the sole shareholder. At the end of this period, the statutory auditor(s) may be renewed in his/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or by the sole shareholder.

Where the thresholds of Article 35 of the law of 19 December 2002 on the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditor (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder amongst the members of the "Institut des réviseurs d'entreprises".

Dividend - Reserves

Art. 20. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital, as decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth.

The Company will, before application of any profits in respect of any financial year to reserves or for any other purpose, other than any statutory reserves which may be required by law, accrue to the holder of the Preference Share from time to time in issue a preferred dividend (the "Preference Share Dividend") corresponding to the Equalisation Amount, until such time as all Funding Loans have been repaid in full.

For the purposes of the above paragraph: (a) "Co-investor Financings" means (i) any loan (including any vendor loan or deferred payment agreement entered into in connection with a sale of shares in the Company) made available by the holder of the Preference Share to, and/or (ii) any other debt instrument(s) subscribed by the holder of the Preference Share in, any legal entity which is a minority shareholder in the Company from time to time and for the purpose of financing Company Contributions; (b) "Company Contribution" means any contribution (as share capital and/or shareholder loan) made by a shareholder to the Company; (c) "Equalisation Amount" means, at the time of a distribution, an amount corresponding to the excess of (i) the aggregate of the Relevant Principal Amount, the Relevant Secondary Amount and the amount of unpaid interest accrued thereon in accordance with the provisions of the relevant Funding Loan, over (ii) the sum of aggregate principal amount outstanding under the Co-Investor Financings and the amount of unpaid interest accrued thereon in accordance with the provisions of each relevant Co-Investor Financing; (d) "Funding

Loan” means any Principal Funding Loan and any Secondary Funding Loan; (e) “Principal Funding Loan” means any loan made available to the holder of the Preference Share on or before the incorporation of the Company for the purpose of financing Company Contributions and/or Co-Investor Financings; (f) “Relevant Principal Amount” means the then outstanding portion of the aggregate principal amount of each Principal Funding Loan used (or, in the case of a Co-Investor Financing which takes the form of a vendor loan or deferred payment agreement which would have been otherwise used as from the first drawing date of that Principal Funding Loan if that Co-Investor Financing had been a regular loan) by the holder of the Preference Share for the purpose of financing the Co-Investor Financings from time to time; (g) “Relevant Secondary Amount” means the then outstanding aggregate of (i) the portion of the principal amount of each Secondary Funding Loan used by the holder of the Preference Share from time to time for the purpose of financing the payment of interest accrued and payable from time to time with respect to the Relevant Principal Amount, (ii) the portion of the principal amount of each Secondary Funding Loan used from time to time by the holder of the Preference Share for the purpose of financing the payment of interest accrued and payable from time to time with respect to amounts referred to in (i) above; and (h) “Secondary Funding Loan” means any loan made available to the holder of the Preference Share after the incorporation of the Company for the purpose of financing the payment of interest accrued on the Principal Funding Loans from time to time.

The general meeting of shareholders, at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder, may decide to distribute all or part of the balance of the profits in respect of any financial year after the allocation to any statutory reserves under the Law and after accrual of the Preference Share Dividend amongst the holders of the Ordinary Shares pro rata to their holding of Ordinary Shares expressed as a proportion of the total number of Ordinary Shares.

Following such time as all Funding Loans shall have been repaid in full, the general meeting of shareholders, at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder, may decide to distribute all or part of the balance of the profits in respect of any financial year after the allocation to any statutory reserves under the Law amongst the holders of the Ordinary Shares pro rata to their holding of Ordinary Shares expressed as a proportion of the total number of Shares.

Interim dividend

Art. 21. The board of directors may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, in accordance with the Law.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. The general meeting of shareholders under the conditions required for amendment of the Articles may resolve the dissolution of the Company.

Art. 23. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders in accordance with the rules set forth under article 20.

Applicable law

Art. 24. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory measures

1. Exceptionally the first financial year shall begin today and end on 31 December 2015.
2. The first General Meeting will be held in the year 2016.

Payment - Contributions

- 1 (one) Preference Share and 41,709 (forty one thousand seven hundred nine) Ordinary Shares have been subscribed by NJJ Suisse Acquisition S.A.S., named above, and fully paid up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

- 430 (four hundred thirty) Ordinary Shares have been subscribed by OCH Manco, named above, and fully paid up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

- 430 (four hundred thirty) Ordinary Shares have been subscribed by Madrisa S.A., named above, and fully paid up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

- 430 (four hundred thirty) Ordinary Shares have been subscribed by Petrusse Invest S.A.S., named above, and fully paid up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

The amount of CHF 43,000 (forty three thousand Swiss Francs) is from this day on at the free disposal of the Company and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about 1,700.- euros.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entirety of the subscribed capital, held a general meeting of shareholders, and acknowledging being validly convened, passed the following resolutions:

1) The number of directors is set at four and that of the statutory auditor (commissaire aux comptes) at one.

2) Are appointed as directors:

- Mr. Geoffrey Henry, Manager, born in Chênée, Belgium, on May 5, 1972, with professional address at 1-3 Boulevard de la Foire, L- 1528 Luxembourg, as class A director;

- Mr. Leonardo Vozzi, Manager, born in Policoro, Italy, on July 9, 1983, residing at 10-12, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg, as class A director;

- NJJ Suisse Acquisition S.A.S., a company incorporated under the laws of France, having its registered office at 16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 Paris, as class B director, having Mr. Xavier Niel as its permanent representative; and

- Mr. Olivier Rozenfeld, Manager, born in Etterbeck, Belgium, on November 24, 1970, residing in residing at 14 St. George Street, London W1S, UK, as class B director.

In accordance with article 12 of the Articles, the Company shall be bound by the joint signature of one class A director and one class B director.

The directors shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders which will be held in June 2020.

3) Is elected as statutory auditor (commissaire aux comptes) PricewaterhouseCoopers, a company having its registered office at 2, rue Gerhard Mercator B.P. 1443 L-1014 Luxembourg.

In accordance with article 19 of the Articles, the statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders which will be held in June 2020.

4) The Company shall have its registered office at 1-3, boulevard de la Foire, L- 1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing persons, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, this deed has been signed in Esch-sur-Alzette, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the proxies holders, said persons signed with us, the Notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingtième jour de février.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence demeurant à 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Comparaissent:

NJJ Suisse Acquisition S.A.S., une société constituée selon le droit français, ayant son siège social sis à 16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 Paris et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés français sous le numéro 809 639 305 RCS Paris, ici représentée par NJJ Capital S.A.S., une société constituée selon le droit français, ayant son siège social sis à 16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 Paris et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés français sous le numéro 520 817 040 RCS Paris, en qualité de Président, ici représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, domiciliée professionnellement à 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand- Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé à elle délivrée.

OCH Manco, une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis à 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, ici représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, domiciliée professionnellement à 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé à elle délivrée.

Madrisa S.A., une société constituée selon le droit belge, ayant son siège social sis à 424/18 avenue Brugmann, Uccle, 1180 Bruxelles (Belgique) et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés belge sous le numéro 0597.606.112, ici représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, domiciliée professionnellement à 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette,, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé à elle délivrée.

Petrusse Invest S.A.S., une société constituée selon le droit français, ayant son siège social sis à 52 rue Cardinet, 75017 Paris (France) et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés français sous le numéro 803 167 576 RCS Paris, ici représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, domiciliée professionnellement à 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé à elle délivrée.

Lesdites procurations, paraphées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, demeureront annexées au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, en qualité par laquelle elles agissent, ont requis du notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer et dont elles ont arrêté les statuts (les «Statuts») comme suit:

Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société anonyme (la «Société»), régie par les présents statuts (les «Statuts») et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur (la «Loi»), notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 2. La dénomination de la Société sera «OCH AT Holding».

Art. 3. L'objet de la Société est de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la société le jugera utile, et de manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la société jurera adapté et en particulier pour les actions ou titres de toute société les acquérant; de conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres et d'octroyer à toute société holding, filiale ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la société ou toute société participant au même groupe de sociétés, tout concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée.

La Société peut emprunter de quelque manière que ce soit. Elle peut émettre des valeurs mobilières, des obligations et tout autre instrument de dette et faire des placements public et privés. Elle peut prêter des fonds, y compris des fonds résultant d'emprunts et/ou d'émission d'obligations à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société faisant partie du même groupe qu'elle. Elle peut aussi donner caution, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses propres obligations et celles de ses filiales, sociétés affiliées et de toute autre société faisant partie du même groupe qu'elle. La Société peut donner en gage, céder, grever de sûreté tout ou partie de ses actifs et constituer des sûretés sur tout ou partie de ses actifs de quelque manière que ce soit.

La Société peut avoir recours à toute technique et à tout instrument pour gérer efficacement ses investissements et se protéger contre le risque de crédit, le risque de change, les risques liés aux taux d'intérêt et tous autres risques.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré décrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans la commune de la ville de Luxembourg par décision du conseil d'administration.

Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert provisoire du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par le conseil d'administration.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des actionnaires ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées des actionnaires ou de l'actionnaire unique.

Capital social - Actions

Art. 7. Le capital social est fixé à 43.000 CHF (quarante-trois mille Francs suisses), représenté par 1 (une) action de préférence (l'«Action de Préférence») et 42.999 (quarante-deux mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) actions (les «Action Ordinaires») d'une valeur nominale de 1 CHF (un Franc suisse) chacune (l'Action de Préférence et les Actions Ordinaires étant dénommées ensemble les «Actions»).

Le montant du capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou par décision de l'actionnaire unique (selon le cas) prise dans les formes requises pour la modification des Statuts.

Le capital autorisé de la Société est fixé à 1.200.000.000 CHF (un milliard deux cent millions de Francs suisses), représenté par 1 (une) Action de Préférence et 1.199.999.999 (un milliard cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) Actions Ordinaires d'une valeur nominale de 1 CHF (un Franc suisse) chacune.

Le conseil d'administration est autorisé, pendant une période expirant 5 (cinq) années après la publication de l'acte constitutif de la Société au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, (i) à augmenter en une ou plusieurs fois le capital social tant que le capital social émis résultant de ces augmentations demeure égal ou inférieur au seuil de 1.200.000.000 CHF (un milliard deux cent millions de Francs suisses) et (ii) d'écarter ou de restreindre le droit de souscription préférentiel des actionnaires.

Il peut être souscrit à ces augmentations de capital social contre paiement en numéraire ou apport en nature en observant alors les prescriptions légales applicables, suivant l'exercice des droits de souscription et de conversion accordés par le conseil d'administration aux termes des warrants (qui peuvent être détachés ou attachés aux actions, obligations et autres instruments similaires), obligations convertibles ou autres instruments émis de temps à autre par la Société, par incorporation de réserves disponibles, profits reportés ou prime d'émission ou autre, dans chaque cas à un prix d'émission déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer à tout administrateur autorisé ou fondé de pouvoir de la Société ou à toute autre personne dûment autorisée, le droit d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement des actions représentant tout ou partie du montant d'une telle augmentation de capital.

A chaque augmentation de capital social de la Société par le conseil d'administration dans les limites du capital autorisé, le premier paragraphe de l'article sept des statuts sera modifié en conséquence et le conseil d'administration prendra ou autorisera toute personne à faire toutes les démarches nécessaires en vue de l'exécution et de la publication de ladite modification.

Les actions à souscrire en numéraire doivent être proposées par préférence aux actionnaires en proportion du capital représenté par leurs actions.

Si plusieurs classes d'actions ont été émises et que les nouvelles actions appartiennent à une seule classe, les actions seront offertes aux détenteurs des actions des autres classes uniquement après que le droit préférentiel de souscription ait été exercé par les détenteurs d'actions de la classe dans laquelle les actions ont été émises.

Art. 8. Chaque action confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions et chaque actionnaire a un nombre de droit de vote proportionnel aux nombres d'actions qu'il détient.

Art. 9. Les actions sont librement cessibles.

Les actions auront la forme d'actions nominatives uniquement. Un registre des actionnaires sera tenu par la Société et mentionnera, au moins, l'identification précise de chaque actionnaire, le nombre d'actions qu'il détient et, le cas échéant, leur transfert et la date de ce transfert.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Art. 10. La Société est autorisée à racheter ses propres actions sous les conditions requises par la Loi.

Administration

Art. 11. La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins quatre administrateurs, comprenant deux administrateurs de classe A et deux administrateurs de classe B. Toutefois, lorsque toutes les actions sont détenues par un actionnaire unique, le conseil d'administration peut être composé d'un seul administrateur dans les conditions prévues par la Loi. L'/Les administrateur(s) ne doit/doivent pas être obligatoirement actionnaire(s) de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée en tant que membre du conseil d'administration, elle devra informer la Société du nom de la personne physique qu'elle a nommé pour agir en tant que son représentant permanent dans l'exercice de son mandat d'administrateur de la Société.

L'/Les administrateur(s) est/sont nommé(s) et sa/leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas) prise à la majorité simple des voix. La rémunération de(s) l'administrateur(s) peut être modifiée par résolution prise dans les mêmes conditions de majorité. L'/Les administrateur(s) est/sont rééligible(s).

L'/Les administrateur(s) peut/peuvent être révoqué(s) et remplacé(s) à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas).

En cas de vacance d'un poste d'administrateur en raison du décès ou de la démission d'un administrateur ou pour toute autre raison, les autres administrateurs peuvent, par voie de cooptation, élire un nouvel administrateur pour pourvoir à cette vacance jusqu'à l'assemblée générale suivante selon les dispositions de la Loi.

La durée du mandat de(s) l'administrateur(s) qui n'excédera pas 6 années, est fixée par l'assemblée générale des actionnaires ou par décision de l'actionnaire unique.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires ou à l'actionnaire unique (selon le cas) par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil d'administration.

Vis-à-vis des tiers, le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et de réaliser et approuver tous actes et opérations en relation avec l'objet social et dans la mesure où les termes de ces Statuts auront été respectés.

La gestion journalière des affaires de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans ce cadre peut être déléguée à un ou plusieurs directeurs, administrateurs, qui peut / peuvent ne pas être actionnaires de la Société. La délégation en faveur d'un membre du conseil d'administration est soumise à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

La Société sera engagée par la signature conjointe d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B. En ce qui concerne les affaires relevant de la gestion journalière de la Société, la Société sera également engagée par la signature de la personne à laquelle la gestion journalière de la Société aura été déléguée (selon le cas).

Le conseil d'administration peut, de temps en temps, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc qui ne doivent pas être nécessairement actionnaires ou administrateurs de la Société.

Le conseil d'administration détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ces agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 12. Le conseil d'administration désignera parmi ses membres un président qui, en cas d'égalité des voix, n'aura pas voix prépondérante. Le président présidera à toutes les réunions du conseil d'administration. En cas d'absence du président, le conseil d'administration sera présidé par un administrateur présent et nommé à cet effet. Le conseil d'administration peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement administrateur, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil d'administration ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunira suite à la convocation faite par un administrateur.

Pour chaque conseil d'administration, des convocations devront être établies et envoyées à chaque administrateur au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil d'administration.

Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des affaires à traiter.

Les convocations peuvent être faites aux administrateurs oralement, par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque administrateur peut renoncer à cette convocation par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Les réunions du conseil d'administration se tiendront valablement sans convocation si tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil d'administration tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil d'administration.

Chaque administrateur peut prendre part aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou moyens électroniques un autre administrateur pour le représenter.

Un administrateur peut représenter plusieurs autres administrateurs.

Les réunions du conseil d'administration se tiendront au Grand-Duché de Luxembourg et requerront la présence de la moitié des directeurs, ce qui inclura toujours un administrateur de classe A et un administrateur de classe B, en personne ou représentés, la présence des administrateurs sera constitutive du quorum.

Conformément à l'article 64bis (3) de la Loi, les administrateurs peuvent assister à une réunion du conseil d'administration par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant leur identification.

Une telle participation à une réunion du conseil d'administration est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Les décisions du conseil d'administration sont adoptées à la majorité des voix des administrateurs participant à la réunion ou qui y sont valablement représentés et qui inclut le vote favorable d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B.

Les délibérations du conseil d'administration sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou, si cela est applicable, par son remplaçant ou par deux directeurs présents à l'assemblée. Les procurations resteront annexées au procès-verbal. Toute copie ou extrait de ce procès-verbal sera signé par le président ou deux directeurs.

En cas d'urgence, une résolution écrite approuvée et signée par tous les administrateurs auront le même effet qu'une résolution prise lors d'une réunion du conseil d'administration.

Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire fax, câble, télégramme, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un directeur unique, les décisions sont prises par le directeur unique, aux moments et lieux qu'il déterminera, par résolutions écrites qu'il signera.

Art. 13. Un administrateur ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Conflits d'intérêt. Aucun contrat et aucune opération conclue entre la Société et tout autre société ou firme ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou dirigeants de la Société ont un intérêt personnel dans ces sociétés ou firmes ou qu'ils en sont les administrateurs, les collaborateurs, les associés, les dirigeants ou les salariés. Exception faite des dispositions ci-dessous, un administrateur ou dirigeant qui a un poste de dirigeant, collaborateur, associé, dirigeant ou salarié de toute société ou firme avec laquelle la Société contracte ou est en relations d'affaires ne sera pas automatiquement empêché de délibérer et de voter ou d'agir sur les questions relatives à ce contrat ou cette relation d'affaires en raison de ses liens avec cette société ou firme.

Sous réserve des dispositions ci-dessus, au cas où un administrateur aurait un intérêt personnel à toute opération réalisée par la Société, il informera le conseil d'administration de l'existence de cet intérêt personnel et ne délibérera pas et ne votera pas sur l'opération et il sera rendu compte à l'actionnaire unique ou à la prochaine assemblée générale d'actionnaires de l'opération et de l'intérêt de l'administrateur dans l'opération.

La Société indemnisera tout administrateur ou dirigeant et ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de toutes dépenses raisonnablement engagées suite à une action en justice, une instance ou une procédure auquel il serait partie en raison de son activité présente ou passée comme administrateur ou dirigeant de la Société ou, à la demande de la Société, de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créancière et de la part de laquelle il n'a pas droit à indemnisation, à l'exclusion des actions en justice, instances ou procédures où il a été définitivement reconnu responsable pour faute ou négligence grave; en cas de transaction, l'indemnisation ne se fera que pour les éléments couverts par la transaction pour lesquels la Société aura reçu l'assurance de ses avocats que le bénéficiaire de l'indemnisation n'a pas commis de tel manquement à ses obligations. Le droit à indemnisation mentionné ci-dessus ne fera pas obstacle aux autres droits qu'il peut avoir.

Assemblées générales des actionnaires

Art. 14. En cas de pluralité d'actionnaires, les décisions des actionnaires sont prises en assemblée générale des actionnaires. Une assemblée générale annuelle est tenue au siège de la Société le deuxième mardi de juin. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale des actionnaires se tiendra le jour ouvrable suivant à la même heure. Toute autre assemblée générale des actionnaires se tient au lieu, à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 15. Les assemblées générales des actionnaires ou de l'actionnaire unique sont convoquées par le conseil d'administration ou, à défaut, par des actionnaires représentant plus du dixième du capital social de la Société.

Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque actionnaire au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 21 (vingt et un) jours par courrier recommandé avant la date de l'assemblée.

Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui ne doit pas être nécessairement actionnaire.

Les administrateurs peuvent assister et prendre la parole aux assemblées générales des actionnaires.

Les assemblées générales des actionnaires délibèrent aux conditions de quorum et de majorité requises par la Loi.

Les procès-verbaux des assemblées sont signés par le bureau de l'assemblée et par les actionnaires qui en font la demande.

L'actionnaire unique exerce seul les pouvoirs dévolus par la Loi à l'assemblée des actionnaires.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 16. L'exercice social commence le 1 janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 17. Chaque année, avec effet au 31 décembre, le conseil d'administration établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les engagements et les dettes des administrateurs et du/des commissaire(s) envers la Société.

Dans le même temps, le conseil d'administration préparera un compte de profits et pertes qui sera transmis au moins un mois avant l'assemblée générale annuelle des actionnaires ou de l'actionnaire unique avec un rapport sur les opérations de la Société, aux commissaires, qui feront un rapport.

Art. 18. 15 (quinze) jours avant l'assemblée générale annuelle des actionnaires, tout actionnaire peut prendre connaissance au siège social de la Société du bilan, du compte de profits et pertes, du rapport des commissaires et de tout document mentionné dans l'article 73 de la Loi.

Surveillance de la société

Art. 19. La surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, qui ne doit/doivent pas être nécessairement actionnaire(s). Chaque commissaire sera nommé pour une période n'excédant pas six ans par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique, qui peut les révoquer à tout moment.

La durée du mandat du/des commissaire(s) et sa/leur rémunération éventuelle sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique. A l'expiration de cette période, le mandat du/des commissaire(s) pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonctions par une nouvelle décision de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique.

Lorsque les seuils de l'Article 35 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Dividendes - Réserves

Art. 20. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social tel qu'augmenté ou réduit le cas échéant, mais devront être repris si la réserve légale devient inférieure à ce montant.

Avant d'employer tout bénéfice réalisé au titre d'un exercice à une mise en réserve ou à tout autre usage, à l'exception des mises en réserves imposées par la loi, la Société attribuera de temps à autre au détenteur de l'Action de Préférence un dividende préférentiel (le «Dividende de l'Action de Préférence») correspondant au Montant d'Egalisation jusqu'à ce que tous les Prêts pour la Constitution aient été remboursés dans leur intégralité.

Au sens du paragraphe ci-dessus: (a) «Financements des Co-investisseurs» signifie (i) tout prêt (ce qui inclut tout crédit vendeur et accord pour reporter un paiement conclu en lien avec une cession d'actions de la Société) accordé par le détenteur de l'Action de Préférence à, et/ou (ii) tout autre instrument de dette souscrit par le détenteur de l'Action de Préférence et émis par, toute entité actionnaire minoritaire de la Société, de temps à autre, en vue de financer les Apports à la Société; (b) «Apports à la Société» signifie tout apport (en capital et/ou sous forme de prêts d'actionnaire) fait par un actionnaire à la Société; (c) «Montant d'Egalisation» signifie au moment d'une distribution un montant correspondant à l'excédent de (i) la somme du Montant Principal Applicable, du Montant Secondaire Applicable et du montant des intérêts échus et non encore payés sur ces deux montants conformément aux dispositions du Prêt pour la Constitution Applicable, sur (ii) la somme de la totalité du montant principal du au titre des Financements des Co-Investisseurs et du montant des intérêts échus et non encore payés sur ce montant conformément aux dispositions de chaque Financement des Co-Investisseurs applicable; (d) «Prêt pour la Constitution» signifie tout Prêt Principal pour la Constitution et tout Prêt Secondaire pour la Constitution; (e) «Prêt Principal pour la Constitution» signifie tout prêt accordé au détenteur de l'Action de Préférence au moment de la constitution de la Société ou avant en vue de financer les Apports à la Société et/ou les Financements des Co-Investisseurs; (f) «Montant Principal Applicable» signifie la partie alors due du montant principal total de chaque Prêt Principal pour la Constitution utilisé (ou, dans le cas d'un Financement des Co-Investisseurs qui prend la forme d'un crédit vendeur ou d'un accord pour reporter un paiement qui aurait été utilisé autrement à partir de la première date de tirage de ce Prêt Principal pour la Constitution si ce Financement des Co-Investisseurs avait été un prêt ordinaire) par le détenteur de l'Action de Préférence en vue de financer les Financements des Co-Investisseurs de temps à autre; (g) «Montant Secondaire Applicable» signifie le montant total du alors de (i) la partie du montant principal de chaque Prêt Secondaire pour la Constitution utilisé par le détenteur de l'Action de Préférence de temps à autre en vue de financer le paiement des intérêts échus et payables de temps à autre sur le Montant Principal Applicable et (ii) la partie du montant principal de chaque Prêt Secondaire pour la Constitution utilisé de temps à autre par le détenteur de l'Action de Préférence en vue de financer le paiement des intérêts échus et payables de temps à autre sur les montants auxquels il est fait référence au point (i) ci-dessus; et (h) «Prêt Secondaire pour la Constitution» signifie tout prêt accordé

au détenteur de l'Action de Préférence après la constitution de la Société en vue de financer le paiement des intérêts échus sur les Prêt Principaux pour la Constitution de temps à autre.

L'assemblée générale des actionnaires, à la majorité prévue par la Loi, ou l'actionnaire unique, peut décider d'allouer tout ou partie du reste des bénéfices réalisés au titre d'un exercice, après la mise en réserve imposée par la Loi et l'attribution du Dividende de l'Action de Préférence, aux détenteurs d'Actions Ordinaires au prorata de leur détention d'actions Ordinaires prise en proportion du nombre total d'Actions Ordinaires.

Une fois les Prêts pour la Constitution remboursés dans leur intégralité, l'assemblée générale des actionnaires, à la majorité prévue par la Loi, ou l'actionnaire unique, peut décider d'attribuer tout ou partie du reste des bénéfices réalisés au titre d'un exercice, après la mise en réserve imposée par la Loi, aux détenteurs d'Actions Ordinaires au prorata de leur détention d'actions Ordinaires prise en proportion du nombre total d'Actions Ordinaires.

Dividendes intérimaires

Art. 21. Le conseil d'administration de la Société peut décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social dans les conditions prévues dans la Loi.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. L'assemblée générale des actionnaires peut décider de la dissolution de la Société dans les conditions requises pour la modification des statuts.

Art. 23. La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux actionnaires en conformité avec les règles de l'article 20.

Loi applicable

Art. 24. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents Statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

Dispositions transitoires

1. Exceptionnellement le premier exercice social commencera ce jour pour finir le 31 décembre 2015.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2016.

Libération - Apports

-1 (une) Action de Préférence and 41,709 (quarante et un mille sept cent neuf) Actions Ordinaires ont été souscrites par NJJ Suisse Acquisition S.A.S., nommé ci-dessus, et entièrement libérées par apport en numéraire, preuve en ayant été donnée au notaire.

- 430 (quatre cent trente) Actions Ordinaires ont été souscrites par OCH Manco, nommé ci-dessus, et entièrement libérées par apport en numéraire, preuve en ayant été donnée au notaire.

- 430 (quatre cent trente) Actions Ordinaires ont été souscrites par Madrisa S.A., nommé ci-dessus, et entièrement libérées par apport en numéraire, preuve en ayant été donnée au notaire.

- 430 (quatre cent trente) Actions Ordinaires ont été souscrites par Petrusse Invest S.A.S., nommé ci-dessus, et entièrement libérées par apport en numéraire, preuve en ayant été donnée au notaire.

Le montant de 43.000 CHF (quarante-trois mille Francs suisses) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ 1.700,- euros

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi de 1915, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Décisions des actionnaires

Immédiatement après la constitution de la Société, les comparants précités, représentant la totalité du capital social, ont tenu une assemblée générale d'actionnaires et, reconnaissant avoir été valablement convoqués, ont pris les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à quatre et celui des commissaires à un.
- 2) Sont nommés administrateurs:

- Mr. Geoffrey Henry, né à Chênée, Belgique, le May 5, 1972, résidant professionnellement à 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, comme administrateur de classe A;

- Mr. Leonardo Vozzi, né à Policoro, Italie, le 9 juillet 1983, résidant à 10-12, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg, comme administrateur de classe A;

- NJJ Suisse Acquisition S.A.S., une société constituée sous le droit français, dont le siège social est située au 16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 Paris, comme administrateur de classe B, ayant M. Xavier Niel comme représentant permanent; et

- Mr. Olivier Rozenfeld, né à Etterbeck, Belgium, le 24 Novembre 1970, résidant professionnellement à 14 St. George Street, London W1S, UK, comme administrateur de classe B.

Conformément à l'article 12 des Statuts, la Société est engagée par la signature conjointe d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B.

Les administrateurs sont nommés pour une durée expirant le jour de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en juin 2020.

3) PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator B.P. 1443 L-1014 Luxembourg, est nommé commissaire aux comptes.

Conformément à l'article 19 des Statuts, le commissaire au compte est nommé pour une durée expirant le jour de l'assemblée annuelle des actionnaires qui se tiendra en juin 2020.

4) Le siège social de la Société est établi au 1-3, boulevard de la Foire, L- 1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête des personnes comparantes les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires, ils ont signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 février 2015. Relation: EAC/2015/4717. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015041172/755.

(150046666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2015.

OCH AT Holding, Société Anonyme.

Capital social: CHF 1.123.642.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 195.277.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of February.

In front of Maître Francis Kessler, notary public notary residing at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "OCH AT Holding", a Luxembourg "société anonyme", having its registered office at 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registration with the Luxembourg Trade and Companies Register pending (the "Company"), incorporated as a "société anonyme" by a deed enacted by the undersigned notary on 20 February 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations.

The meeting is presided by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette.

The chairman appoints as secretary Mrs Claudia ROUCKERT, private employee, residing professionally in Esch/Alzette and the meeting elects as scrutineer Mrs Claudia ROUCKERT, private employee, residing professionally in Esch/Alzette

The chairman requests the notary to act that:

I. The shareholders of the Company (the "Shareholders") present or represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list.

II. The Shareholders are duly represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk residing professionally at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal.

III. The above-mentioned proxies, being initialed “ne varietur” by the appearing parties and the undersigned notary, and the attendance list, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

IV. As it appears from the attendance list, the 43,000 (forty three thousand) shares of the Company with a nominal value of CHF 1 (one Swiss Francs) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Shareholders state having been duly informed beforehand.

V. The agenda of the meeting is the following (the “Agenda”):

Agenda

1. Waiving Nof convening notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of CHF 1,123,599,000 (one billion one hundred twenty-three million five hundred ninety-nine thousand Swiss francs) so as to raise it from its current amount of CHF 43,000 (forty-three thousand Swiss francs) to CHF 1,123,642,000 (one billion one hundred twenty-three million six hundred forty-two thousand Swiss francs) by the issue of 1,123,599,000 (one billion one hundred twenty-three million five hundred ninety-nine thousand) new ordinary shares of the Company with a nominal value of CHF 1 (one Swiss Franc), the whole to be paid up by contributions in cash amounting to CHF 1,123,599,000 (one billion one hundred twenty-three million five hundred ninety-nine thousand Swiss francs) made by all the shareholders of the Company in proportion to their shareholding;

3. Subscription and payment by (i) NJJ Suisse Acquisition S.A.S. of 1,089,891,030 (one billion eighty-nine million eight hundred ninety-one thousand and thirty) new ordinary shares, (ii) by OCH Manco of 11,235,990 (eleven million two hundred thirty-five thousand nine hundred ninety) new ordinary shares, (iii) by Madrisa S.A. of 11,235,990 (eleven million two hundred thirty-five thousand nine hundred ninety) new ordinary shares, and (iv) by Petrusse Invest S.A.S. of 11,235,990 (eleven million two hundred thirty-five thousand nine hundred ninety) new ordinary shares, by contributions in cash to the Company;

4. Subsequent amendment of article 7 paragraph 1 of the articles of association of the Company in order to reflect the new share capital following the increase of the share capital described in resolution 2. above; and

5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Shareholders of the Company, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Shareholders waive their right to a prior notice of the current meeting; the Shareholders acknowledge being sufficiently informed of the agenda and consider being validly convened and therefore agree to deliberate and vote on all items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Shareholders within a sufficient period of time in order to allow them to carefully examine each document.

Second resolution:

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of CHF 1,123,599,000 (one billion one hundred twenty-three million five hundred ninety-nine thousand Swiss francs) so as to raise it from its current amount of CHF 43,000 (forty-three thousand Swiss francs) to CHF 1,123,642,000 (one billion one hundred twenty-three million six hundred forty-two thousand Swiss francs) by the issue of 1,123,599,000 (one billion one hundred twenty-three million five hundred ninety-nine thousand) new ordinary shares of the Company with a nominal value of CHF 1 (one Swiss Franc) (the “New Ordinary Shares”), the whole to be fully paid up through contributions in cash amounting to CHF 1,123,599,000 (one billion one hundred twenty-three million five hundred ninety-nine thousand Swiss francs) made by all the Shareholders of the Company in proportion to their shareholding (the “Contributions”).

Third resolution:

It is resolved to accept the subscription and the payment of the New Shares through the Contributions as follows:

- NJJ Suisse Acquisition S.A.S., a company incorporated under the laws of France, having its registered office at 16, rue de la Ville l’Evêque - 75008 Paris, France and registered with the French Registry of Commerce and Companies under number 809 639 305 RCS Paris, subscribing to 1,089,891,030 (one billion eighty nine million eight hundred ninety one thousand and thirty) New Ordinary Shares, through a contribution in cash of a total amount of CHF 1,089,891,030 (one billion eighty nine million eight hundred ninety one thousand and thirty Swiss Francs) (the “Contribution 1”);

- OCH Manco S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, subscribing to 11,235,990 (eleven million two hundred thirty-five thousand nine hundred ninety) New Ordinary Shares, through a

contribution in cash of a total amount of CHF 11,235,990 (eleven million two hundred thirty-five thousand nine hundred ninety Swiss Francs) (the “Contribution 2”);

- Madrisa S.A., a company incorporated under the laws of Belgium, having its registered office at 424/18 avenue Brugmann, Uccle, 1180 Bruxelles (Belgium), and registered with the Belgian Registry of Commerce and Companies under number 0597.606.112, subscribing to 11,235,990 (eleven million two hundred thirty-five thousand nine hundred ninety) New Ordinary Shares, through a contribution in cash of a total amount of CHF 11,235,990 (eleven million two hundred thirty-five thousand nine hundred ninety Swiss Francs) (the “Contribution 3”);

- Petrusse Invest S.A.S., a company incorporated under the laws of France, having its registered office at 52 rue Cardinet, 75017 Paris (France), and registered with the French Registry of Commerce and Companies under number 803 167 576 RCS Paris, subscribing to 11,235,990 (eleven million two hundred thirty-five thousand nine hundred ninety) New Ordinary Shares, through a contribution in cash of a total amount of CHF 11,235,990 (eleven million two hundred thirty-five thousand nine hundred ninety Swiss Francs) (the “Contribution 4”).

Contributors' Intervention - Subscriptions - Payments

Thereupon intervenes NJJ Suisse Acquisition S.A.S., here represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, pre-named by virtue of a proxy given under private seal and declares to subscribe to 1,089,891,030 (one billion eighty nine million eight hundred ninety one thousand thirty) New Ordinary Shares in the Company and to pay it up entirely through the Contribution 1.

Thereupon intervenes OCH Manco, here represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, pre-named by virtue of a proxy given under private seal and declares to subscribe to 11,235,990 (eleven million two hundred thirty-five thousand nine hundred ninety) New Ordinary Shares in the Company and to pay it up entirely through the Contribution 2.

Thereupon intervenes Madrisa S.A., here represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, pre-named by virtue of a proxy given under private seal and declares to subscribe to 11,235,990 (eleven million two hundred thirty-five thousand nine hundred ninety) New Ordinary Shares in the Company and to pay it up entirely through the Contribution 3.

Thereupon intervenes Petrusse Invest S.A.S., here represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, pre-named by virtue of a proxy given under private seal and declares to subscribe to 11,235,990 (eleven million two hundred thirty-five thousand nine hundred ninety) New Ordinary Shares in the Company and to pay it up entirely through the Contribution 4.

Evidence of the contributions' existence

Proof of the Contribution 1, the Contribution 2, the Contribution 3 and the Contribution 4 has been given to the undersigned notary in the form of a blocking certificate issued by ING Luxembourg.

The notary acts that the 1,123,642,000 (one billion one hundred twenty-three million six hundred forty-two thousand) shares representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the contributions described above having been fully carried out, it is resolved to amend article 7 paragraph 1 of the Company's articles of association, the rest of the article remaining unchanged, so as to read as follows:

“ **Art. 7.** The Company's issued share capital is set at CHF 1,123,642,000 (one billion one hundred twenty-three million six hundred forty-two thousand Swiss Francs), represented by 1 (one) preference share (the “Preference Share”) and 1,123,641,999 (one billion one hundred twenty-three million six hundred forty-one thousand nine hundred ninety nine) ordinary shares (the “Ordinary Shares”), with a nominal value of CHF 1 (one Swiss Franc) each (the Preference Share and the Ordinary Shares together referred to as “Shares”).”

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about 7,000.- euro.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-trois février.

Par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché of Luxembourg, soussigné.

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire de «OCH-AT Holding S.A.», une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg (la «Société»), constituée sous forme de société anonyme par acte notarié reçu par le notaire soussigné le 20 février 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations.

La réunion est présidée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

Le président désigne Madame Claudia ROUCKERT, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette secrétaire et l'assemblée élit Madame Claudia ROUCKERT, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette comme scrutateur.

Le président prie le notaire d'acter ce qui suit:

I.- Les actionnaires de la Société présents ou représentés (les «Actionnaires») et le nombre d'actions détenues par eux apparaissent sur la liste de présence.

II.- Les Actionnaires sont dûment représentés par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, demeurant professionnellement au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé.

III.- Lesdites procurations, après avoir été signée «ne varietur» par les parties comparantes et le notaire instrumentant, et la liste de présence demeurent annexées au présent acte pour être enregistrées ensemble avec celui-ci.

IV.- Il ressort de la liste de présence que les 43.000 (quarante-trois mille) actions de la Société, d'une valeur nominale de 1 CHF (un Franc suisse) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont présentes ou représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les Actionnaires ont été dûment informés.

V.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant (l'«Agenda»):

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 1.123.599.000 CHF (un milliard cent vingt-trois millions cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille Francs suisses) pour le porter de son montant actuel de 43.000 CHF (quarante-trois mille Francs suisses) à 1.123.642.000 CHF (un milliard cent vingt-trois millions six cent quarante-deux mille Francs suisses), par l'émission de 1.123.599.000 (un milliard cent vingt-trois millions cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille) nouvelles actions ordinaires de la Société d'une valeur nominale de 1 CHF (un Franc suisse), la totalité devant être libérée au moyen d'apports en numéraire d'un montant global de 1.123.599.000 CHF (un milliard cent vingt-trois millions cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille Francs suisses) faits par tous les actionnaires de la Société au prorata de leur part dans le capital social;

3. Souscription et paiement par (i) NIJ Suisse Acquisition S.A.S. de 1.089.891.030 (un milliard quatre-vingt-neuf millions huit cent quatre-vingt-onze mille trente) nouvelles actions ordinaires, (ii) par OCH Manco de 11.235.990 (onze millions deux cent trente-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix) nouvelles actions ordinaires, (iii) par Madrisa S.A. de 11.235.990 (onze millions deux cent trente-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix) nouvelles actions ordinaires, et (iv) par Petrusse Invest S.A.S. de 11.235.990 (onze millions deux cent trente-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix) nouvelles actions, par voie d'apport en numéraire à la Société;

4. Modification consécutive de l'article 7 paragraphe 1 des statuts de la Société afin de refléter le nouveau capital social de la Société suivant la résolution 2. ci-dessus; et

5. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par les Associés, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que les Associés renoncent à leur droit de recevoir une convocation préalable afférente à la présente assemblée générale; les Associés reconnaissent qu'ils ont été suffisamment informés de l'ordre du jour et qu'ils considèrent avoir été valablement convoqués et en conséquence acceptent de délibérer et voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition des Associés dans un laps de temps suffisant afin de leur permettre un examen attentif de chaque document.

Seconde résolution:

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 1.123.599.000 CHF (un milliard cent vingt-trois millions cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille Francs suisses) pour le porter de son montant actuel de 43.000 CHF (quarante-trois mille Francs suisses) à 1.123.642.000 CHF (un milliard cent vingt-trois millions six cent quarante-deux mille Francs suisses) par l'émission de 1.123.599.000 (un milliard cent vingt-trois millions cinq cent quatre-vingt-dix-neuf

mille) nouvelles actions ordinaires de la Société d'une valeur nominale de 1 CHF (un Franc suisse) (les «Nouvelles Actions Ordinaires»), la totalité devant être entièrement libérée au moyen d'apports en numéraire d'un montant global de 123.599.000 CHF (un milliard cent vingt-trois millions cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille Francs suisses) faits par tous les actionnaires de la Société au prorata de leur part dans le capital social (les «Apports»).

Troisième résolution:

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement des Nouvelles Actions et l'allocation à la Prime d'Émission au moyen des Apports, comme suit:

- NIJ Suisse Acquisition S.A.S., une société constituée selon le droit français, ayant son siège social sis à 16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 Paris et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés français sous le numéro 809 639 305 RCS Paris, souscrit à 1.089.891.030 (un milliard quatre-vingt-neuf millions huit cent quatre-vingt-onze mille trente) Nouvelles Actions Ordinaires, par un apport en numéraire d'un montant total de 1.089.891.030 CHF (un milliard quatre-vingt-neuf millions huit cent quatre-vingt-onze mille trente Francs suisses) (l'«Apport 1»);

- OCH Manco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis à 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, souscrit à 11.235.990 (onze millions deux cent trente-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix) Nouvelles Actions Ordinaires, par un apport en numéraire d'un montant total de 11.235.990 CHF (onze millions deux cent trente-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix Francs suisses) (l'«Apport 2»);

- Madrisa S.A., une société constituée selon le droit belge, ayant son siège social sis à 424/18 avenue Brugmann, Uccle, 1180 Bruxelles (Belgique) et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés belge sous le numéro 0597.606.112, souscrit à 11.235.990 (onze millions deux cent trente-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix) Nouvelles Actions Ordinaires, par un apport en numéraire d'un montant total de 11.235.990 CHF (onze millions deux cent trente-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix Francs suisses) (l'«Apport 3»);

- Petrusse Invest S.A.S., une société constituée selon le droit français, ayant son siège social sis à 52 rue Cardinet, 75017 Paris (France) et immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés français sous le numéro 803 167 576 RCS Paris, souscrit à 11.235.990 (onze millions deux cent trente-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix) Nouvelles Actions Ordinaires, par un apport en numéraire d'un montant total de 11.235.990 CHF (onze millions deux cent trente-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix Francs suisses) (l'«Apport 4»).

Intervention des Apporteurs - Souscriptions - Paiements

Intervient ensuite NIJ Suisse Acquisition S.A.S., ici représenté par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, précitée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, qui déclare souscrire 1.089.891.030 (un milliard quatre-vingt-neuf millions huit cent quatre-vingt-onze mille trente) Nouvelles Actions Ordinaires de la Société et les libérer entièrement par l'Apport 1.

Intervient ensuite OCH Manco, ici représenté par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, précitée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, qui déclare souscrire 11.235.990 (onze millions deux cent trente-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix) Nouvelles Actions Ordinaires de la Société et les libérer entièrement par l'Apport 2.

Intervient ensuite Madrisa S.A., ici représenté par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, précitée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, qui déclare souscrire 11.235.990 (onze millions deux cent trente-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix) Nouvelles Actions Ordinaires de la Société et les libérer entièrement par l'Apport 3.

Intervient ensuite Petrusse Invest S.A.S., ici représenté par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, précitée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, qui déclare souscrire 11.235.990 (onze millions deux cent trente-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix) Nouvelles Actions Ordinaires de la Société et les libérer entièrement par l'Apport 4.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de l'Apport 1, l'Apport 2, l'Apport 3 et l'Apport 4 a été donnée au notaire soussigné.

Le notaire établit que les 1.123.642.000 (un milliard cent vingt-trois millions six cent quarante-deux mille) actions représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que la présente assemblée peut valablement décider de la résolution à prendre ci-dessous.

Quatrième résolution

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, l'apport étant totalement réalisé, il est décidé de modifier l'article 7 paragraphe 1 des statuts de la Société, le reste de l'article demeurant inchangé, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 7.** Le capital souscrit de la Société est de 1.123.642.000 CHF (un milliard cent vingt-trois millions six cent quarante-deux mille Francs suisses), représenté par 1 (une) action de préférence (l'«Action de Préférence») et 1.123.641.999 (un milliard cent vingt-trois millions six cent quarante-et-un mille neuf cent quatre-vingt dix-neuf) actions ordinaires (les «Actions Ordinaires»), d'une valeur nominale de 1 CHF (un Franc suisse) chacune (l'Action de Préférence et les Actions Ordinaires étant dénommées ensemble les «Actions».)»

Coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec cette augmentation de capital, ont été estimés à 7.000 euros.

Aucun autre point n'ayant à être traité, l'assemblée a été ajournée.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, au jour qu'en tête.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne présente, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne présente, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 février 2015. Relation: EAC/2015/4729. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015041173/259.

(150046666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2015.

Avion S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 14.246.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par le Conseil d'Administration de la Société en date du 12 février 2015 que la société CAPITA FIDUCIARY S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117 939, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été nommée, avec effet au 12 février 2015, en tant qu'Agent Dépositaire de la Société, en respect de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2015.

Référence de publication: 2015042727/17.

(150049332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2015.

Carter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 85.113,60.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 51.120.

—
Constatation de cession de parts sociales

Il résulte de conventions conclues sous-seing privé en date du 17 décembre 2014 que les parts sociales détenues par les sociétés SAGAMORE GROUP INC. et CATONY INC. ont été cédées à Madame Manette ERNST-SCHUMANN, née à Luxembourg, le 20 avril 1950 et demeurant 17, rue Félix de Blochausen à L-1243 Luxembourg.

Le capital social de la société CARTER S.à r.l. est dès lors réparti comme suit:

M. Pierre VAN DER CRUISSE DE WAZIERS	1.146 parts sociales
EACM Belgique	423 parts sociales
M. Patrick BIZOT	613 parts sociales
Mme Manette ERNST-SCHUMANN	1.250 parts sociales
	<u>3.432 parts sociales</u>

Luxembourg, le 16 mars 2015.

Pour la société

Référence de publication: 2015042208/20.

(150048262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2015.

SGLD, Société Générale Luxembourgeoise d'ingénierie et de développement, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-9743 Crendal (Wincrange), Maison 14.

R.C.S. Luxembourg B 145.304.

—
EXTRAIT

I. Changement d'adresse

La Société a été informée du changement d'adresse de l'associé unique, EAST&WEST FINANCES S.A., ayant désormais son adresse au Maison 14, L-9743 Crendal (Wincrange).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Société Générale Luxembourgeoise d'Ingénierie et de Développement, en abrégé SGLD

Référence de publication: 2015042565/15.

(150048756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2015.

Solidal Topco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 195.267.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, nineteenth day of February.

Before the undersigned Maître Francis KESSELER, notary public residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Companhia Quintas & Quintas SGPS S.A., a company established under the laws of Portugal, with registered office at Rua Gomes de Amorim, Povoá do Varzim, Portugal and registered with the Commercial register under number 500.067.988, referred to hereafter as the "Shareholder", here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, professionally residing in Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a public limited liability company (société anonyme):

ARTICLES OF INCORPORATION

1. Corporate form and name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of Solidal Topco S.A. (the "Company"), a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by the board of directors of the Company (the "Board of Directors");

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Board of Directors.

2.4 The Company may only have offices and branches in the Grand Duchy of Luxembourg but not abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender,

purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Board of Directors thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Board of Directors thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property, assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Board of Directors thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Board of Directors incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The subscribed share capital of the Company is thirty-one thousand Euros (€ 31,000.-) divided into thirty-one (31) shares having a nominal value of one thousand Euros (€ 1,000.-) (the "Shares"), all of which are fully paid up. In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Shares are in registered form.

5.3 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder subject to the 1915 Law and these Articles.

5.4 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.5 All Shares have equal rights.

5.6 The subscribed share capital may be increased by a Shareholders' Resolution adopted in accordance with the conditions required for the amendment of the Articles and in accordance with Luxembourg Law.

5.7 The Company may acquire its Shares or reduce its subscribed share capital subject as provided in the 1915 Law.

5.8 If any Shares are issued on terms that they are not fully paid up on issue, then payment of the balance due shall be made at such time and upon such conditions as the Board of Directors may determine provided that all such Shares are treated equally.

5.9 The Company may have a sole Shareholder. The death or dissolution of a sole Shareholder will not result in the dissolution of the Company.

6. Indivisibility of shares. Each Share is indivisible.

7. Transfer of shares. The Shares will be transferable in accordance with the 1915 Law.

8. The directors.

8.1 The Company must have at least five directors (each a "Director"), who will constitute the Board of Directors or conseil d'administration. At all times, a majority of directors shall be Luxembourg residents.

8.2 A Director need not be a Shareholder.

8.3 A legal entity may be a Director (a "Corporate Director"), in which case it must designate a permanent representative to perform that role in its name and for its account. The revocation by a Corporate Director of its representative is conditional upon the simultaneous appointment of a successor. If the Corporate Director has its registered office in Luxembourg, the permanent representative must be a Luxembourg resident.

8.4 Each Director shall be appointed by a Shareholders' Meeting for a term not exceeding six (6) years.

8.5 A Director may be re-elected.

8.6 Subject to Article 8.1, a Director may be removed from office at any time by a Shareholders' Meeting.

8.7 In the event that a Director appointed by a Shareholders' Meeting ceases to be a Director for any reason, the remaining Directors may fill the vacancy on a provisional basis in compliance with Article 8.1; a Director so appointed will hold office only until the conclusion of the next Shareholders' Meeting, unless his appointment is confirmed by the Shareholders at that Shareholders' Meeting.

8.8 In the event that a Director is appointed to replace a Director before the end of that Director's term of office, the Director appointed shall serve for the remainder of the term of office of the Director he replaces subject as provided in the 1915 Law.

9. Powers of the directors.

9.1 The Company will be managed by a Board of Directors.

9.2 The Board of Directors has the power to take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to a Shareholders' Meeting.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 all Directors acting jointly;

10.2 any Daily Manager (as defined in Article 11.1) to the extent powers have been delegated to him under Article 11.1;

10.3 any Director(s) or other person to whom such a power has been delegated in accordance with Article 11.4 to the extent such a power has been delegated to him.

11. Delegation of powers.

11.1 The day to day management of the business of the Company and the power to represent the Company with respect thereto may be delegated to one or more Directors, officers, managers or other agents (each a "Daily Manager"), acting alone or jointly. Such Daily Manager shall be a Luxembourg resident.

11.2 A Daily Manager need not be a Shareholder.

11.3 The appointment and removal, powers, duties and emoluments of the Daily Managers will be determined by the Board of Directors except that the first Daily Manager or Daily Managers may, but need not, be appointed and his or their powers, duties and emoluments determined by a Shareholders' Meeting.

11.4 The sole Director or, if the Company has more than one Director, all Directors acting jointly, may delegate any of his/her/their powers for specific tasks to one or more Directors or ad hoc agents and may remove any such agent and determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Directors ("Board Meetings") may be convened by any Director. The Board of Directors shall appoint one of the Directors as Chairman.

12.2 The Board of Directors may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Directors have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorised representative.

12.3 A Director may appoint any other Director (but not any other person) to act as his representative (a "Director's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Director can act as representative for more than one other Director at a Board Meeting provided that (i) (without prejudice to any quorum requirements) at least two Directors are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5 (ii) the majority of Directors so present or participating are Luxembourg residents and in case only two Directors are so present or participating, both are Luxembourg residents (iii) a Luxembourg resident Director may only be represented by a Luxembourg resident Director.

12.4 The Board of Directors can only validly debate and take decisions if all Directors are present or represented. Decisions of the Board of Directors shall be adopted by a unanimous vote of all Directors present or represented.

12.5 A Director or his Director's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of video-conferencing equipment or telecommunication means allowing the identification of each participating Director. These means must have technical features which ensure an effective participation in the meeting allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Directors shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place. A meeting held in this way is deemed to be held at the Registered Office. For this purpose, such a meeting shall always be initiated from the registered office of the Company in Luxembourg

12.6 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Director present at the Meeting.

12.7

12.7.1 Any Director having an interest in a transaction (a "Conflicted Transaction") submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, shall advise the Board of Directors thereof and cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in the deliberations relating to that transaction. At the next following Shareholders' Meeting, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the Directors may have had an interest conflicting with that of the Company.

12.7.2 Where the Company only has one Director, Article 12.7.1 will not apply and instead, the Conflicted Transaction will be recorded in the decision register of the Company.

12.7.3 Articles 12.7.1 and 12.7.2 will not apply to current operations entered into under normal conditions.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 The Shareholders' Meeting shall have the widest powers to adapt or ratify any action relating to the Company.

13.2 Where the Company has only one Shareholder:

13.2.1 he shall exercise the powers related to the Shareholders' Meeting;

13.2.2 his decisions shall be taken by resolution in writing and shall be recorded in a minutes register held at the Registered Office.

13.3 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.4 Subject as provided by the 1915 Law and Articles 13.5, 13.6 and 17, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.5 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their commitment to the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.6

13.6.1 An extraordinary Shareholders' Meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless (a) at least one half of the Shares are represented and (b) the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, where applicable, the text of those which concern the objects or the form of the Company.

13.6.2 If the first of the conditions in Article 13.6.1 is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the 1915 Law. That convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the Shares represented.

13.6.3 At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-third of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to Shares in respect of which the Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

13.7 A Shareholders' Meeting may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.8 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.9 Each Shareholder may vote through voting forms in the manner set out in the convening notice in relation to a Shareholders' Meeting. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received three (3) days prior to the Shareholders' Meeting to which they relate and which comply with the requirements set out on the convening notice.

13.10 The Shareholders are entitled to participate in a Shareholders' Meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present for the calculation of quorum and majority conditions and voting. These means must have technical features which ensure an effective participation in the meeting where deliberations shall be online without interruption.

13.11 The Board of Directors shall have the powers and obligations to adjourn a Shareholders' Meeting as set out in the 1915 Law.

13.12 The Annual Shareholders' Meeting of the Company will be held on the last day May in each year in the City of Luxembourg.

13.13 The Board of Directors and the Statutory Auditors may convene a Shareholders' Meeting. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month if Shareholders representing one-tenth of the capital require this in writing with an indication of the agenda.

13.14 Convening notices for every Shareholders' Meeting shall contain the agenda and shall take the form of announcements published twice, with a minimum interval of eight days, and eight days before the meeting, in the Mémorial and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight days before the Meeting to registered Shareholders but no proof need be given that this formality has been complied with. Where all the Shares are in registered form, the convening notices may be made only by registered letters.

13.15 One or more of the Shareholders who together hold at least ten percent of the subscribed capital may request that one or more additional items be put on the agenda of any Shareholders' Meeting. Such a request shall be sent to the Registered Office by registered mail, at least five days prior to the meeting.

14. Statutory auditors.

14.1 The Company is supervised by one or more statutory auditors (the "Statutory Auditors").

14.2 The Statutory Auditors are appointed by a Shareholders' Meeting which may also remove them at any time.

14.3 The number of Statutory Auditors and their fees are determined by a Shareholders' Meeting.

14.4 The term of office of Statutory Auditors must not exceed six years. Statutory Auditors may be re-elected. In the event that a Statutory Auditor is appointed without any indication of the term of his appointment, his term is deemed to be six years.

14.5 If the number of Statutory Auditors falls for any reason to less than one half of the Statutory Auditors appointed, the Board of Directors must immediately convene a Shareholders' Meeting to fill the vacancies.

15. Business year. The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December (all dates inclusive).

16. Distributions on shares.

16.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

16.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and these Articles, the Company may by Shareholders' Resolution declare dividends to Shareholders pro rata the number of Shares held by them.

16.3 Subject to the provisions of Luxembourg Law and these Articles, the Board of Directors may pay interim dividends to Shareholders pro rata the number of Shares held by them.

17. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by a Shareholders' Meeting by a resolution adopted in accordance with the conditions required for the amendment of the Articles and in accordance with Luxembourg Law.

18. Interpretation and Luxembourg law.

18.1 In these Articles:

18.1.1 a reference to:

(a) one gender shall include each gender;

(b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;

(c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);

(d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

18.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

18.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

18.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Subscription and payment

The share capital has been subscribed as follows:

	Subscriber Shares
Companhia Quintas & Quintas SGPS, S.A.	31 Shares
Total	<u>31 Shares</u>

All these shares have been fully paid up, so that the sum of thirty-one thousand Euros (€ 31,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26 paragraph (1), 26-1, paragraph (2), 26-3 and 26-5 of the Company Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about 1,700 euro.

First extraordinary general meeting of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, Companhia Quintas e Quintas SGPS, S.A., considering itself as duly convened, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting of the shareholders passed the following resolutions:

1. The Company's address is fixed at 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons have been elected as Director for a period of six (6) years:

a) Rui António Lima Quintas, Director, born on 28.06.1960 in Povoá de Varzim, Portugal, with professional address at Rua Gomes de Amorim, Povoá do Varzim, Portugal;

b) Manuel Pedro Tomé de Aguiar Quintas, Director, born on 14.03.1964 in Cedofeita, Portugal, with professional address at Rua Gomes de Amorim, Povoá do Varzim, Portugal;

c) Mariana Veríssimo, Director, born on 25.02.1979, in Lisbon, Portugal, with professional address at 6 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

d) Joel Cardenas, Director, born on 03.03.1978 in Bilbao (Vizcaya), Spain, with professional address at 6 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

e) Valerie Pechon, Director, born on 10.11.1975, in Caracas, Venezuela, with professional address at 6 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. The following has been appointed as auditor for the same period: Comcolux S.à r.l., with registered office at 19, rue Eugène Ruppert L - 2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B58545.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-neuvième jour du mois de février.

Par-devant nous, Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU

Companhia Quintas & Quintas SGPS S.A., une société de droit portugais, ayant son siège social à Rua Gomes de Amorim, Povoá do Varzim, Portugal et étant immatriculé auprès de la Chambre de Commerce sous le numéro 500.067.988, dénommé ci-après "l'Actionnaire", ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, dont l'adresse professionnelle est à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Cette procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être déposée avec elles auprès des autorités chargées de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, agissant en sa capacité comme indiqué ci-dessus, a requis du notaire instrumentant qu'il dresse les statuts d'une société anonyme, qu'elle déclare constituer.

STATUTS

1. Forme sociale et nom. Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de Solidal Topco S.A. (la "Société"), une société anonyme constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration");

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des actionnaires de la Société (une "Résolution des Actionnaires") passée conformément à ces Statuts et aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Conseil d'Administration.

2.4 La Société ne peut avoir des bureaux qu'au Grand-Duché de Luxembourg, à l'exclusion de l'étranger.

3. Objets. Les objets de la Société sont:

3.1 d'agir en tant que société d'investissement et d'acquérir (que ce soit par voie de souscription initiale, d'appel d'offres, d'achat, d'échange ou tout autre moyen) la totalité ou une partie des titres, des actions, obligations non garanties, debenture stocks, obligations, ou tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre bien de toutes sortes et de détenir les mêmes instruments pour des besoins d'investissements, et de vendre, échanger ou disposer des mêmes instruments;

3.2 de poursuivre tout commerce ou activité commerciale et acquérir, entreprendre et poursuivre tout ou partie de l'activité commerciale, des biens immobiliers et/ou supporter des dettes de toute personne poursuivant une activité commerciale;

3.3 d'investir et négocier avec l'argent et les fonds de la Société de toute manière que le Conseil d'Administration considère comme étant adaptée et de prêter de l'argent et faire des crédits, dans chaque cas, à toute personne, que ce soit avec ou sans garantie;

3.4 d'emprunter, lever ou sécuriser le paiement d'argent de toute manière que le Conseil d'Administration considère comme étant adaptée, y compris par l'émission (dans les limites autorisées par la Loi Luxembourgeoise) d'obligations et d'autres titres ou instruments, perpétuels ou non, convertibles ou non, qui grèvent ou non tout ou partie des biens de la Société (présents et futurs) ou son capital non libéré, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.5 d'acquérir une participation dans, unifier, fusionner, consolider avec et constituer un partenariat (partnership) ou tout arrangement pour les besoins de partage des profits, union d'intérêts, coopération, joint-venture, concession réciproque ou autre avec toute personne, y compris tout employé de la Société;

3.6 de s'engager dans toute garantie ou contrat d'indemnité ou de caution, et de fournir des sûretés pour l'accomplissement des obligations de et/ou le paiement de toute somme par toute personne (y compris tout organe social dans lequel la Société a une participation directe ou indirecte ou toute personne (une "Entité Holding") qui est pour le moment un membre de ou détient autrement un intérêt direct ou indirect dans la Société ou tout organe social dans laquelle une Entité Holding détient un intérêt direct ou indirect ou toute personne qui est associée avec la Société dans toute activité commerciale ou entreprise), avec ou sans que la Société ne reçoive une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), et que ce soit par garantie personnelle ou hypothèque, charge ou privilège sur tout ou partie des engagements de la Société, propriétés, biens ou capital social non libéré (présents et futurs) ou par d'autres moyens; pour les besoins de cet Article 3.6 "garantie" inclut toute obligation, bien que décrite, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement

ou la satisfaction de, indemniser ou garder indemnisé contre les conséquences d'un défaut de paiement de, ou autrement responsable, de l'endettement ou des obligations financières de toute autre personne;

3.7 d'acheter, prendre en location, échanger, louer ou autrement acquérir tout bien immobilier ou personnel et tout droit ou privilège dessus ou en lien avec celui-ci;

3.8 de vendre, mettre en bail, échanger, mettre à louer et disposer de tout bien immobilier ou personnel, et/ou de tout ou partie des entreprises de la Société, pour une contrepartie que le Conseil d'Administration considère appropriée, y compris pour des parts sociales, obligations ou autres titres, qu'ils aient été entièrement ou partiellement payés, de toute personne, ayant ou non des objets similaires (en tout ou partie) à ceux de la Société; de détenir toutes parts sociales, obligations et autres titres ainsi acquis; d'améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, fournir des options sur, mettre sur compte ou autrement gérer tout ou partie des biens et droits de la Société;

3.9 d'entreprendre tout ou partie des actions décrites dans tout paragraphe de cet Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que principal, agent, contractant, fiduciaire ou autrement; (c) par voie ou via des fiduciaires, agents, sous-contractants ou autre; et (d) seul ou avec une ou plusieurs autres personnes;

3.10 d'entreprendre toutes actions (y compris conclure, exécuter, et délivrer des contrats, actes, accords ou arrangements avec ou en faveur de toute personne) qui sont, selon l'opinion du Conseil d'Administration accessoires ou propices à la réalisation de tout ou partie des objets de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

A CONDITION TOUJOURS que la Société n'entre pas dans une transaction qui pourrait constituer une activité réglementée du secteur financier ou qui requiert une licence professionnelle en vertu de la Loi Luxembourgeoise sans avoir obtenu d'autorisation requise en vertu de la Loi Luxembourgeoise.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille Euros (€ 31.000-) représenté par trente et une (31) actions (les "Actions") ayant une valeur nominale de mille Euros (€1.000-), qui ont toutes été intégralement libérées. Dans les présents Statuts, "Actionnaires" signifie les détenteurs au moment pertinent des Actions et "Actionnaire" doit être interprété conformément.

5.2 Les Actions sont sous la forme d'actions nominatives.

5.3 La Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par les Actionnaire(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

5.4 La Société peut, sans limitation, accepter des capitaux propres ou d'autres apports sans émettre des Actions ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par les Associé(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour éviter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

5.5 Toutes les Actions donnent droit à des droits égaux.

5.6 Le capital social souscrit peut être augmenté par une Résolution des Actionnaires adoptée conformément aux conditions requises pour la modification des Statuts et la Loi Luxembourgeoise.

5.7 La Société peut acquérir ses propres Actions ou réduire son capital souscrit sous réserve de la Loi de 1915.

5.8 Si des Actions sont émises à des conditions où elles ne sont pas totalement libérées à leur émission, alors le paiement du solde dû devra être réalisé au moment et aux conditions déterminées par le Conseil d'Administration à condition que toutes les Actions soient traitées de façon égale.

5.9 La Société peut avoir un Actionnaire unique. Le décès ou la dissolution de l'Actionnaire unique ne causera pas la dissolution de la Société.

6. Indivisibilité des actions.

6.1 Chaque Action est indivisible.

7. Cession de actions. Les Actions seront librement cessibles conformément à la Loi de 1915.

8. Conseil d'administration.

8.1 La Société devra avoir au minimum cinq (5) administrateurs (chacun un "Administrateur"), qui constitueront le Conseil d'Administration. A tout moment, une majorité d'Administrateurs doit être résidant au Luxembourg.

8.2 Un Administrateur peut ne pas être un Actionnaire.

8.3 Une société peut être un Administrateur (un "Administrateur Personne Morale") auquel cas elle devra désigner un représentant permanent pour remplir ce rôle en son nom et pour son compte. La révocation de son représentant permanent par un Administrateur Personne Morale est conditionnelle jusqu'à la nomination simultanée d'un successeur. Si l'Administrateur Personne Morale a son siège social au Luxembourg, le représentant permanent doit être résidant au Luxembourg.

8.4 Chaque Administrateur est nommé par une Assemblée Générale pour une durée n'excédant pas six (6) ans.

8.5 Un Administrateur peut être réélu.

8.6 Sous réserve de l'article 8.1, un Administrateur peut être révoqué à tout moment par une Assemblée Générale

8.7 Dans le cas où un Administrateur nommé par une Assemblée Générale cesse d'être un Administrateur pour n'importe quelle raison, les Administrateurs restants devront remplir la vacance provisoirement conformément à l'article 8.1; un Administrateur ainsi nommé restera en fonction jusqu'à la prochaine Assemblée Générale, à moins que sa nomination ne soit confirmée par les Actionnaires lors de cette Assemblée Générale.

8.8 Dans le cas où un Administrateur est nommé pour remplacer un autre Administrateur avant la fin de son mandat d'Administrateur, l'Administrateur ainsi nommé restera en fonction jusqu'à la fin du mandat de l'Administrateur qu'il remplace, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

9. Pouvoirs des administrateurs.

9.1 La Société est administrée par un Conseil d'Administration.

9.2 Le Conseil d'Administration a le pouvoir de prendre toutes les actions qui sont nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont réservées par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts et à l'Assemblée Générale.

10. Représentation. Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société est valablement engagée ou représentée vis-à-vis des tiers par:

10.1 la signature de tous les Administrateurs agissant conjointement;

10.2 la signature unique de tout Administrateur Général (tel que défini à l'article 11.1) dans les limites des pouvoirs qui lui ont été délégués en vertu de l'article 11.1;

10.3 la signature unique de tout Administrateur(s) ou toute autre personne à qui un tel pouvoir a été délégué conformément à l'Article 11.4 et dans la mesure du pouvoir délégué;

11. Mandataire des administrateurs.

11.1 La gestion quotidienne des activités de la Société et le pouvoir de représenter la Société à cet effet peut être délégué à un ou plusieurs Administrateurs, directeurs, cadres ou autres agents (chacun un "Administrateur Général") agissant seul ou conjointement. L'Administrateur Général doit être résidant au Luxembourg.

11.2 Un Administrateur Général peut ne pas être Actionnaire.

11.3 La nomination et la révocation, les pouvoirs, tâches et rémunération des Administrateurs Généraux seront déterminés par le Conseil d'Administration, sauf que le(s) premier(s) Administrateur(s) Général(aux) peut/peuvent, mais ne doit/doivent pas, être nommé(s) par une Assemblée Générale, et ses/leurs pouvoirs, tâches, rémunération déterminés par celle-ci.

11.4 L'Administrateur unique ou, si la Société a plus d'un Administrateur, tous les Administrateur agissant conjointement: peuvent déléguer toute partie de leurs pouvoirs respectifs à un ou plusieurs Administrateurs, ou à un ou plusieurs mandataires ad hoc, pour des tâches spécifiques, et ils peuvent révoquer de tels mandataires et déterminer leurs pouvoirs, responsabilité et rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de sa représentation.

12. Réunion du conseil d'administration.

12.1 Les réunions du Conseil d'Administration (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Administrateur. Le Conseil d'Administration devra nommer un des Administrateurs président.

12.2 Le Conseil d'Administration peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se plier à tout ou partie des conditions de convocation et formalités si tous les Administrateurs ont renoncé aux conditions et formalités de convocation en question que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.3 Un Administrateur peut nommer un autre Administrateur (mais seulement un Administrateur) pour le représenter (le "Représentant de l'Administrateur") lors d'une Réunion du Conseil, afin d'assister, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom à la Réunion du Conseil. Un Administrateur peut représenter plusieurs autres Administrateurs à un Conseil d'Administration à la condition que (i) (sans préjudice des quorums requis) au moins deux Administrateurs soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participe en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'Article 12.5 (ii) la majorité des Administrateurs ainsi présent ou participant soient résidents au Luxembourg et dans le cas où seulement deux Administrateurs soient ainsi présents ou participent, les deux soient résidents au Luxembourg (iii) un Administrateur résidant au Luxembourg peut seulement être représenté par un Administrateur résidant au Luxembourg.

12.4 Le Conseil d'Administration ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité des Administrateurs sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil d'Administration ne peuvent être adoptées que par le vote unanime des tous les Directeurs présents ou représentés.

12.5 Les décisions du Conseil d'Administration sont adoptées à une majorité simple des Administrateurs présents ou représentés. Un Administrateur ou le Représentant de l'Administrateur peut valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de moyens de vidéo conférence ou de tout autre équipement de télécommunication permettant l'identification de chaque Administrateur participant. Ces moyens doivent avoir des caractéristiques techniques

permettant que toutes les personnes participant à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre sur une base continue et de parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion, et devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les activités commerciales qui sont effectuées de cette manière par les Administrateurs seront réputées pour les besoins des présents statuts, valables et effectivement négociées/conclues à une Réunion du Conseil, peu importe que moins que le nombre d'Administrateurs (ou leurs représentants) requis pour constituer un quorum soient physiquement présents au même endroit. Une réunion tenue de cette manière est réputée avoir lieu au Siège Social. A cette fin, une telle réunion doit toujours être initiée du siège social de la Société au Luxembourg.

12.6 Les procès-verbaux d'un Conseil d'Administration doivent être signés et les extraits de ces procès-verbaux peuvent être certifiés par tout Administrateur présent à la Réunion.

12.7

12.7.1 Tout Administrateur ayant un intérêt dans une transaction (une "Transaction en Conflit") en conflit avec celui de la Société soumise pour approbation au Conseil d'Administration doit informer le Conseil d'Administration de celui-ci et la déclaration de cet Administrateur devra être mentionnée dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut pas prendre part aux délibérations relatives à cette transaction. A l'occasion de la prochaine Assemblée Générale, avant le vote de toute résolution, un rapport spécial devra être produit sur toutes les transactions dans lesquelles les Administrateurs auraient eu un intérêt en conflit avec celui de la Société.

12.7.2 Si la Société n'a qu'un seul Administrateur, l'Article 12.7.1 ne s'appliquera pas et à la place, la Transaction en Conflit sera enregistrée dans le registre des décisions de la Société.

12.7.3 Les Articles 12.7.1 et 12.7.2 ne s'appliquent pas aux opérations courantes réalisées à des conditions normales.

13. Assemblée générale.

13.1 Les Assemblées Générales doivent avoir les pouvoirs les plus étendus pour adopter ou ratifier toute action à propos de la Société.

13.2 Lorsque la Société ne compte qu'un Actionnaire unique:

13.2.1 il devra exercer les pouvoirs dévolus aux Assemblées Générales.

13.2.2 ses décisions seront prises sous la forme de résolutions écrites et devront être enregistrées dans un registre des procès-verbaux tenus au Siège Social.

13.3 Chaque Actionnaire a droit à un vote pour chaque Action dont il est le détenteur.

13.4 Sous réserve des dispositions prévues par la Loi de 1915 et aux Articles 13.5, 13.4 et 17, les Résolutions des Actionnaires sont valides uniquement si elles sont adoptées à la majorité des votes exprimés, sans préjudice du nombre d'Actions représentées.

13.5 Les Actionnaires ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Actionnaires à augmenter ses engagements dans la Société sans un vote unanime des Actionnaires.

13.6

13.6.1 Toute Assemblée Générale extraordinaire convoquée pour modifier toute disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer à moins que (a) au moins la moitié des Actions y soient représentées et (b) l'ordre du jour indique les modifications proposées aux Statuts et, lorsqu'applicable, le texte des modifications relatives à l'objet ou la forme de la Société.

13.6.2 Si la première condition de l'article 13.6.1 n'est pas satisfaite, une seconde Assemblée Générale peut être convoquée, selon la manière prescrite par les Statuts ou la Loi de 1915. Cette convocation devra reproduire l'ordre du jour, indiquer la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde assemblée délibérera valablement quelque soit la proportion d'Actions représentées.

13.6.3 Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des votes exprimés. Les voix exprimées ne devront pas compter les votes attachés aux Actions à l'égard desquelles les Actionnaires n'ont pas pris part au vote, se sont abstenus de voter ou ont exprimé un vote nul ou blanc.

13.7 Une Assemblée Générale peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions de convocation et formalités si tous les Actionnaires ont renoncé aux conditions et formalités de convocation en question que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.8 Un Actionnaire peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou email ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Associé.

13.9 Tout Actionnaire peut voter au moyen d'un formulaire comme indiqué dans la convocation à l'Assemblée Générale. Les Actionnaires ne peuvent utiliser que les formulaires mis à la disposition par la Société, qui mentionnent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour, les propositions soumises à la décision de l'assemblée, ainsi que, pour chaque proposition, trois cases permettant à l'Actionnaire de voter pour, contre ou de s'abstenir de voter pour chaque proposition en cochant la case adéquate. Les formulaires qui ne contiennent ni un vote pour, ni un vote contre la résolution, ni une abstention, seront nuls. La Société ne prendra en compte que les formulaires reçus trois (3)

jours avant la réunion de l'Assemblée Générale à laquelle ils se rapportent et qui remplissent les exigences mentionnées dans la convocation.

13.10 Les Actionnaires sont autorisés à participer à une Assemblée Générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présents pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

13.11 Le Conseil d'Administration a les pouvoirs et les obligations d'ajourner une Assemblée Générale comme prévu par la Loi de 1915.

13.12 L'Assemblée Générale Annuelle de la Société se tiendra le dernier jour du mois de Mai à chaque année dans la ville de Luxembourg.

13.13 Le Conseil d'Administration ou le(s) Auditeur(s) peut(vent) convoquer une Assemblée Générale des Actionnaires. Une Assemblée Générale des Actionnaires devra être convoquée endéans un mois sur la demande écrite d'Actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social en indiquant l'ordre du jour.

13.14 Les convocations aux Assemblées Générales doivent contenir l'ordre du jour et prendre la forme d'annonces publiées deux fois avec un intervalle minimum de huit jours, et huit jours avant la réunion dans le Mémorial et dans un journal Luxembourgeois. Les convocations envoyées par courrier devront l'être huit jours avant l'Assemblée aux Actionnaires enregistrés, mais aucune preuve n'est requise pour prouver que cette formalité a été accomplie. Lorsque toutes les Actions sont sous la forme nominative, les convocations peuvent être effectuées seulement par lettre recommandée avec accusé de réception.

13.15 Un ou plusieurs Actionnaires qui détiennent au moins dix pour cent du capital souscrit peut demander qu'un ou plusieurs éléments soient ajoutés à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale. Une telle demande devra être envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception au siège social, au minimum cinq jours avant la réunion.

14. Auditeurs.

14.1 La Société est supervisée par un ou plusieurs commissaires aux comptes ou réviseurs d'entreprise agréés, dans le dernier cas, lorsque de telles nominations sont requises par la loi, ou sont permises par la loi et choisies par la Société (les commissaires aux comptes et les réviseurs d'entreprise agréés sont désignés ci-après comme étant l'"Auditeur").

14.2 L'assemblée générale désigne le(s) Auditeur(s) et détermine leur nombre, rémunération et le terme de leur mandat. La nomination ne peut cependant pas excéder six (6) ans. Si les Auditeurs sont élus sans mention du terme de leur mandat, ils sont réputés être nommés pour six (6) ans à partir de la date de leurs élections.

14.3 Les Auditeurs peuvent être réélus.

15. Exercice social. L'exercice social de la Société débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, étant entendu que, en tant que mesure transitoire, le premier exercice social de la Société débute à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre suivant (toutes dates comprises).

16. Distribution sur les actions.

16.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent (5%) seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

16.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut, par Résolutions des Actionnaires, déclarer des dividendes aux Actionnaires au prorata du nombre d'Actions détenues par eux.

16.3 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et de ces Statuts, le Conseil d'Administration peut payer des dividendes intérimaires aux Actionnaires au prorata du nombre d'Actions détenues par eux.

17. Dissolution et liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par une Assemblée Générale au moyen d'une résolution adoptée en conformité avec les conditions requises pour la modification des Statuts, et conformément à la Loi Luxembourgeoise.

18. Interprétation et loi Luxembourgeoise.

18.1 Dans les présents Statuts:

18.1.1 Une référence à:

- (a) Un genre devra inclure chaque genre;
- (b) (à moins que le contexte ne requière autrement) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;
- (c) Une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);
- (d) une disposition légale ou statutaire inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles mises en vigueur (avec ou sans modifications);

18.1.2 les mots "inclus" et "y compris/incluant" seront considérés comme étant suivi des mots "sans restriction" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis de mots

indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

18.1.3 Les en-têtes de ces Articles ne doivent pas affecter leur interprétation.

18.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise.

Souscription et libération

Le capital social de la Société a été souscrit comme suit:

Souscripteur	Actions souscrites
Companhia Quintas & Quintas SGPS, S.A.	31 actions
Total	31 actions

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de trente et un mille Euros (€ 31.000-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26 paragraphe (1), 26-1, paragraphe (2), 26-3 et 26-5 de la Loi sur les Sociétés, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué à 1.7 euros.

Première assemblée de l'actionnaire unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la partie mentionnée ci-avant, Companhia Quintas & Quintas SGPS, S.A., représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoquée, exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires, a pris les décisions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée au 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.
2. Sont appelés aux fonctions d'Administrateur pour une durée de six (6) ans:
 - a) Rui António Lima Quintas, Administrateur, né le 28.06.1960 à Pova de Varzim, Portugal, résidant professionnellement au Rua Gomes de Amorim, Pova do Varzim, Portugal;
 - b) Manuel Pedro Tomé de Aguiar Quintas, Administrateur, né le 14.03.1964 à Cedofeita, Portugal, résidant professionnellement au Rua Gomes de Amorim, Pova do Varzim, Portugal;
 - c) Mariana Verissimo, Administrateur, né le 25.02.1979, à Lisbonne, Portugal, résidant professionnellement au 6 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
 - d) Joel Cardenas, Administrateur, né le 03.03.1978, à Bilbao (Vizcaya), Espagne, résidant professionnellement au 6 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
 - e) Valerie Pechon, Administrateur, né le 10.11.1975, à Caracas, Venezuela, résidant professionnellement au 6 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
3. A été nommé comme commissaire aux comptes pour la même période: Comcolux S.à r.l., ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert L - 2453 Luxembourg, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B58545.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante susmentionnée, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, à la date mentionnée en tête des présentes.

Après lecture faite à la partie comparante, ladite partie comparante a signé avec nous, le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 février 2015. Relation: EAC/2015/4705. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015040665/653.

(150046354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2015.

**Hod Group S.A., Société Anonyme,
(anc. Mezzanine Finance S.A.).**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 165.645.

L'an deux mille quinze, le vingt-sept février.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "MEZZANINE FINANCE S.A.", inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 165645, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, transférée au Grand-Duché de Luxembourg par acte de Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 299 du 3 février 2012.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Corinne PETIT, employée privée, domiciliée professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les quarante mille (40.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de quarante mille euros (EUR 40.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec la procuration a pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Changement de la dénomination sociale de la société en "HOD GROUP S.A." et modification subséquente de l'article 1^{er} alinéa 1^{er} des statuts.

2. Divers.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

La dénomination sociale de la Société est changée en "HOD GROUP S.A."

En conséquence, l'article 1^{er} alinéa 1^{er} des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}. Alinéa 1^{er}.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de "HOD GROUP S.A.".

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Zianveni, C. Petit, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 4 mars 2015. 2LAC/2015/4731. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Paul Molling.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2015.

Référence de publication: 2015039890/51.

(150045335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2015.